

**REGLES DU
STANDARD
AGROCARBONE
/
AGROCARBONE
STANDARD RULES**



CHAPITRE 1 — ORGANISATION DU STANDARD AGROCARBONE

Ce chapitre décrit l'organisation, la gouvernance et l'architecture opérationnelle du Standard AgroCarbone. Il précise les rôles et responsabilités des organes de gouvernance, des équipes opérationnelles, des organismes tiers de validation et de vérification (VVB) et du Registre AgroCarbone. L'organisation du Standard est conçue pour garantir la rigueur scientifique, l'indépendance décisionnelle, la transparence et l'intégrité, en cohérence avec les attentes de l'ICVCM (Core Carbon Principles).

1.1. PRÉSENTATION D'AGROCARBONE

AgroCarbone est l'entité porteuse du Standard AgroCarbone. Sa mission est de générer un impact environnemental et social significatif et positif en finançant et en certifiant des projets agricoles et biomasse à forte intégrité climatique, tout en appliquant des standards élevés de professionnalisme, d'éthique et de transparence.

À ce titre, AgroCarbone s'engage à :

- Promouvoir des projets apportant un bénéfice climatique net et démontrable, et des co-bénéfices environnementaux et sociaux ;
- S'engager auprès de partenaires partageant les valeurs d'intégrité et de transparence du marché volontaire ;
- Mettre à disposition des règles et méthodologies robustes, auditées et révisées ;
- Garantir l'indépendance des décisions et prévenir toute influence induite sur la certification ;
- Protéger les parties prenantes par des mécanismes de plaintes et d'appels.

1.2. STANDARD AGROCARBONE ET INFRASTRUCTURES

S'appuyant sur sa mission, AgroCarbone opère deux composantes complémentaires : (i) le Standard AgroCarbone, qui définit les exigences de certification et d'intégrité, et (ii) l'infrastructure opérationnelle, incluant le Registre AgroCarbone et les outils de gestion de la certification (soumission documentaire, suivi MRV, gestion des audits).

Le Standard AgroCarbone :

- Définit des critères de certification rigoureux fondés sur une approche scientifique et prudente ;
- Cadre exclusivement des projets de séquestration (Removal) générant des ARU (AgroCarbone Removal Unit) ;
- Vise l'alignement sur les cadres de référence d'intégrité, notamment les Core Carbon Principles de l'ICVCM.

Infrastructure AgroCarbone :

- Traçabilité complète des projets et des ARU, de l'émission au retrait, évitant tout double comptage grâce au Registre AgroCarbone lié à la blockchain Polygon et rattaché à CAD Trust
- Outils de certification : Facilitation de la constitution des dossiers, du suivi MRV et de l'interface avec les VVB.

1.3. GOUVERNANCE : ARCHITECTURE, RÔLES ET RESPONSABILITÉS

L'architecture de gouvernance du Standard AgroCarbone est conçue pour garantir la rigueur scientifique, l'indépendance et l'efficacité. Elle est pilotée par une entité indépendante principale : le Conseil Consultatif Technique (CCT). Ces organes sont appuyés par des équipes opérationnelles dédiées à la mise en œuvre et au contrôle qualité.

1.3.1. CONSEIL CONSULTATIF ET TECHNIQUE DU STANDARD

Le CCT garantit que le Standard AgroCarbone reste fidèle à sa mission et à ses exigences d'intégrité. Il définit l'orientation stratégique du standard, approuve ou rejette les évolutions des règles et méthodologies et recommande des améliorations.

Le CCT est composé d'experts indépendants. Il fournit une expertise technique et des analyses sur les aspects méthodologiques (quantification GES, choix des scénarios de référence, données, incertitudes) et sur d'autres sujets spécifiques.

Responsabilités minimales :

- Approuver les règles du Standard et leurs révisions (versioning) ;
- Approuver les méthodologies, leurs mises à jour et retraits ;
- Surveiller l'alignement ICVCM (CCP) et la cohérence avec les normes ISO applicables ;
- Arbitrer les appels et griefs escaladés au niveau gouvernance ;
- Évaluer la robustesse scientifique des méthodologies et hypothèses ;
- Contribuer à l'amélioration continue des exigences MRV ;
- Apporter un avis en cas de projets complexes, innovants ou atypiques.

1.4. ÉQUIPES OPÉRATIONNELLES

En complément des organes indépendants, des équipes opérationnelles spécialisées assurent la mise en œuvre quotidienne du Standard AgroCarbone. Leurs rôles sont strictement encadrés afin de préserver l'indépendance des audits et l'impartialité des décisions.

ENTITE	FONCTION
Comité consultatif et technique (CTT)	Fournit expertise technique indépendante, approuve les règles et méthodologies et supervise le standard
Équipe de direction	Assure la gestion quotidienne et les moyens opérationnels
Secrétariat	Gère la documentation, compile les retours, prépare les décisions
Équipe de certification	Interface projets, revue administrative, revue finale avant émission
Équipe méthodologie	Supervise rigueur scientifique et cohérence des règles MRV

1.5. TRANSPARENCE, PARTIES PRENANTES ET PUBLICITÉ

Tous les acteurs de l'écosystème AgroCarbone sont liés contractuellement au Standard par des conditions générales et politiques applicables. Les parties prenantes suivantes sont rendues publiques afin d'assurer un haut niveau de transparence :

- Membres du Conseil Consultatif et Technique (CCT) ;
- VVB accrédités intervenant sur le Standard ;
- Projets enregistrés et leur documentation publique ;
- ARU émises, transférées et retirées, avec numéros de série.

Le Registre AgroCarbone est accessible au public et affiche, pour chaque projet, au minimum :

- Informations relatives au projet (identité, localisation, périmètre, période de crédit) ;
- Calculs détaillés, rapports de validation/vérification/suivi ;
- Suivi transparent des émissions, transferts et retraits ;
- Unités identifiées individuellement par des numéros de série uniques ;
- Statut de chaque unité (provisoire, vérifiée, retirée, annulée) et traçabilité de la chaîne de contrôle.

1.6. METHODOLOGIES PROPRIETAIRES ET CONFIDENTIALITE

Le Standard AgroCarbone repose sur des méthodologies de quantification, de modélisation et de certification carbone développées par AgroCarbone Standard.



Ces méthodologies constituent des actifs techniques et intellectuels uniques propriétaires du Standard AgroCarbone et ne sont pas rendues publiques dans leur intégralité.

Les méthodologies AgroCarbone peuvent notamment inclure :

- Des modèles de calcul carbone internes ;
- Des paramètres techniques et agronomiques uniques ;
- Des facteurs de croissance et de séquestration ;
- Des équations allométriques ;
- Des modèles financiers et d'additionnalité ;
- Des outils MRV ;
- Ainsi que des protocoles d'évaluation des risques et de permanence.

Le Standard AgroCarbone considère que la protection de certaines composantes méthodologiques propriétaires est compatible avec les exigences d'intégrité du marché volontaire du carbone, dès lors que :

- les méthodologies sont auditées par des organismes indépendants de validation et de vérification (VVB) accrédités ;
- Les exigences applicables de l'ISO 14064-2 et des référentiels pertinents du marché volontaire sont respectées ;
- Les hypothèses structurantes et résultats de certification font l'objet d'une vérification externe ;
- Les projets demeurent soumis à des audits périodiques ;
- Et que les informations nécessaires à la traçabilité, à la transparence des émissions d'ARU et à l'évaluation environnementale des projets sont rendues publiques.

Le recours à des méthodologies propriétaires et à une confidentialité partielle vise notamment à :

- Protéger la propriété intellectuelle et les investissements en recherche et développement réalisés par AgroCarbone Standard ;
- Prévenir la reproduction, l'utilisation ou la diffusion non autorisée des outils, modèles et paramètres méthodologiques ;
- Garantir la stabilité, la cohérence et l'intégrité méthodologique du Standard ;
- Préserver la sécurité des données techniques et commerciales sensibles.

Afin de garantir l'intégrité environnementale et scientifique du Standard :

- Les méthodologies sont supervisées par le Conseil Consultatif et Technique (CTT) ;
- Les projets certifiés demeurent soumis aux exigences de validation, de vérification et de suivi définies par le Standard AgroCarbone ;



- Et les organismes indépendants de validation et de vérification (VVB) disposent d'un accès complet aux éléments nécessaires à l'audit et à l'évaluation des projets certifiés.

L'accès détaillé aux méthodologies est réservé :

- Aux équipes habilitées du Standard AgroCarbone ;
- Aux organismes de validation et de vérification (VVB) ;
- Aux porteurs de projets engagés contractuellement dans le processus de certification ;
- Aux acheteurs engagés dans une intention d'achat ou une relation contractuelle liée aux ARU ;
- Aux tiers justifiant d'un intérêt légitime dans le cadre d'un processus d'audit, d'évaluation, d'acquisition de crédits carbone ou d'analyse institutionnelle, sous réserve de l'acceptation préalable d'un accord de confidentialité (NDA) et de l'accord exprès d'AgroCarbone.

Dans ce dernier cas, le Standard AgroCarbone peut exiger la signature préalable d'accords de confidentialité (NDA) ou de tout autre engagement contractuel nécessaire à la protection de sa propriété intellectuelle et de ses données sensibles.

Dans une logique de transparence et d'intégrité, les attestations de certification émises par les VVB, les informations essentielles relatives aux projets, les statuts des ARU et les informations de traçabilité du registre sont rendus publics sur le site internet du standard (www.agrocarbonestandard.com), via le Registre AgroCarbone ou les supports officiels du Standard AgroCarbone.

Le caractère confidentiel des méthodologies ne limite pas la capacité des organismes indépendants de validation et de vérification à auditer :

- La robustesse scientifique ;
- La cohérence méthodologique ;
- L'additionnalité ;
- La permanence ;
- La quantification des retraits ;
- Et la conformité environnementale des projets certifiés.

1.7. CONFLITS D'INTÉRÊTS, GARANTIES ET MÉCANISMES DE RÈGLEMENT DES GRIEFS

AgroCarbone met en œuvre une politique de gestion des conflits d'intérêts définissant comment l'organisation identifie, prévient, gère et divulgue les conflits d'intérêts potentiels ou réels. Cette politique s'applique à toutes les parties prenantes participant à la gouvernance, à la certification, à l'élaboration méthodologique ou à l'audit.

CHAPITRE 2 — LES CREDITS CARBONE AGROCARBONE

Ce chapitre définit les unités carbone du Standard AgroCarbone, leur nature, leurs statuts, leur traçabilité, ainsi que les mécanismes de permanence et de préfinancement. Il est conçu pour garantir l'intégrité environnementale et l'alignement avec les Core Carbon Principles de l'ICVCM.

2.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les crédits du Standard AgroCarbone sont exclusivement des unités de séquestration biologique du carbone appelées **ARU (AgroCarbone Removal Unit)**.

Un ARU représente une tonne métrique de CO₂ équivalent dont la séquestration future est estimée de manière conservatrice, sur la base de méthodologies certifiées.

Les ARU sont des unités carbone de séquestration émises dans le cadre du Standard AgroCarbone sur la base d'une estimation ex ante de la séquestration carbone future d'un projet validé.

Les ARU sont émises après validation du projet par un organisme indépendant de validation et de vérification (VVB) conformément aux règles du Standard AgroCarbone.

Une vérification ex post est réalisée conformément au calendrier MRV applicable afin de confirmer les quantités effectivement séquestrées et la conformité continue du projet.

Les ARU ne constituent pas des unités carbone provisoires et sont considérées comme des crédits carbone certifiés dès leur émission. Ils sont donc immédiatement transférables et utilisables sur le marché volontaire.

Aucun mécanisme d'évitement des émissions n'est autorisé. Le standard couvre exclusivement des activités de séquestration carbone.

2.2. MÉCANISMES DE SÉQUESTRATION

Les ARU peuvent provenir de la biomasse aérienne, du carbone des sols ou de systèmes combinés. Chaque compartiment est quantifié séparément et intégré dans le calcul agrégé du projet.

2.3. POOLS D'ARU

Les ARU sont regroupées en pools homogènes définis par projet, méthodologie, compartiment biologique et millésime. Chaque transaction du registre ne peut concerner qu'un seul pool.

2.4. IDENTITÉ ET TRAÇABILITÉ

Chaque ARU est identifiée dans le Registre AgroCarbone par un numéro de série unique incluant le projet, la localisation, l'année de millésime, la méthodologie et la version du standard.

2.5. STATUTS DES ARU

Les ARU peuvent présenter les statuts suivants dans le Registre AgroCarbone :

- ARU « émis » : unités émises après validation initiale du projet puis vérification par un VVB externe ;
- ARU « détenus » : unités détenus par porteur du projet après émission ou par l'acquéreur du projet climatique ;
- ARU « retirés » : unités utilisées dans le cadre d'une revendication climatique ;
- ARU « annulées » : unités volontairement annulées ou invalidées.

Les statuts présentés précédemment sont alignés avec les statuts CAD TRUST permettant ainsi une interconnexion directe entre le Registre AgroCarbone et CAD TRUST.

Le Registre AgroCarbone assure une traçabilité complète des changements de statut de chaque unité carbone.

2.6. VERIFICATION EX POST

Une vérification ex post est réalisée à intervalles définis, notamment à 5 ans après le démarrage du projet, par un VVB indépendant.

Cette vérification vise à :

- Confirmer la réalité de la séquestration carbone ;
- Comparer les résultats observés aux estimations ex ante ;
- Et identifier d'éventuels écarts.

En cas d'écart significatif entre les estimations ex ante et les résultats observés lors de la vérification ex post, AgroCarbone peut procéder à :

- l'ajustement du volume de crédits attribués au projet ;
- la mobilisation du buffer pool ;
- l'annulation partielle des ARU concernées ;
- ou la suspension temporaire des émissions futures.

Ces mesures sont appliquées conformément aux dispositions contractuelles applicables entre AgroCarbone et le Porteur de Projet.

2.7. PERMANENCE ET BUFFER POOL

La séquestration carbone générée par les projets AgroCarbone est évaluée sur une période de « créditing » définie par la méthodologie applicable, généralement de 20 ans ou 30 ans.

Compte tenu de la nature biologique et dynamique des systèmes agricoles, la permanence du carbone n'est pas assurée par le maintien strict du stock sur une parcelle donnée pendant 100



ans, mais par un ensemble de mécanismes visant à garantir une équivalence environnementale à long terme.

Ces mécanismes incluent notamment la gestion durable des cycles de culture et de replantation, le suivi continu des stocks de carbone et la mutualisation des risques à l'échelle du standard.

Afin de couvrir les risques de réversibilité (incendies, maladies, changements d'usage des terres), chaque projet contribue à un fonds de réserve mutualisé (buffer pool).

2.8. ÉTIQUETTES ET CADRES INTERNATIONAUX

Les ARU peuvent recevoir des étiquettes telles que ICVCM ou Article 6 de l'Accord cadre de Paris, fournissant des informations complémentaires aux acheteurs sans modifier le statut intrinsèque des unités.

CHAPITRE 3 — PROCEDURE DE CERTIFICATION

Ce chapitre décrit en détail la procédure de certification des projets au sein du Standard AgroCarbone, depuis la demande initiale jusqu'à l'émission des ARU. La procédure est conçue pour assurer la rigueur MRV, l'indépendance des audits et l'alignement avec l'ISO 14064-2 et les Core Carbon Principles de l'ICVCM.

3.1. APERÇU DU CYCLE DE CERTIFICATION

La certification d'un projet AgroCarbone suit un cycle structuré comprenant les étapes suivantes : demande de projet, enregistrement, pré-validation, validation par un organisme tiers (VVB), mise en œuvre, suivi (MRV), vérification, émission des ARU et renouvellement de la période de crédit.

3.2. DEMANDE DE RECONNAISSANCE DU PROJET

Le développeur de projet soumet une demande explicite par écrit de reconnaissance du projet comprenant les informations de base du projet, son périmètre, la méthodologie proposée et les preuves préliminaires d'éligibilité. L'équipe de certification AgroCarbone examine la demande dans un délai maximal de 15 jours ouvrés et peut demander des clarifications.

3.3. ENREGISTREMENT DU PROJET

Après acceptation de la demande, le développeur ou porteur de projet signe le Contrat de Valorisation Carbone AgroCarbone et complète les exigences administratives, techniques et documentaires applicables.

Le projet est alors officiellement enregistré dans le Registre AgroCarbone.

L'enregistrement du projet ne vaut pas émission de crédits carbone. Toute émission d'ARU demeure conditionnée à la validation du projet par un VVB indépendant et au respect des exigences MRV du Standard AgroCarbone

3.4. PRÉ-VALIDATION DU DOSSIER

Le développeur soumet les données détaillées demandées dans le contrat de valorisation carbone du projet.

L'équipe administrative d'AgroCarbone Standard vérifie la complétude et la cohérence des documents avant l'audit de validation.

3.5. VALIDATION PAR UN VVB



Un organisme de validation et de vérification (VVB) indépendant et accrédité effectue l'audit de validation afin de confirmer la conformité du projet de plantation au Standard AgroCarbone et à la méthodologie choisie.

Les conclusions sont consignées dans une attestation de certification éditée par l'organe de validation et de vérification (VVB).

3.6. MISE EN ŒUVRE ET SUIVI (MRV)

Une fois validé, le projet est mis en œuvre. Le développeur collecte et soumet régulièrement les données de suivi conformément au plan MRV via le Registre AgroCarbone.

Les indicateurs clés de performance sont utilisés pour mesurer la séquestration effective du carbone et sont inscrits dans le Registre AgroCarbone.

3.7. VÉRIFICATION

À la fin de chaque période de suivi, le VVB réalise un audit de vérification pour confirmer la quantité réelle de CO₂ séquestrée. Le rapport de vérification valide la conformité des données, des calculs et des contrôles et est enregistré sur le Registre AgroCarbone.

3.8. ÉMISSION DES ARU

Sur la base du rapport de vérification approuvé, l'équipe de certification autorise l'émission des ARU correspondantes dans le Registre AgroCarbone. Les unités sont alors mises à disposition des titulaires, avec leur statut « émis ».

3.9. CONFORMITÉ CONTINUE ET MISES À JOUR

Les projets doivent rester conformes aux règles et aux méthodologies en vigueur. Toute modification majeure doit être déclarée et audité par un VVB.

CHAPITRE 4 — CRITÈRES GÉNÉRAUX D'ÉLIGIBILITÉ

Ce chapitre définit les critères généraux d'éligibilité applicables à tous les projets certifiés par le Standard AgroCarbone. Ces critères visent à garantir l'intégrité environnementale et sociale, la robustesse scientifique, la prévention du double comptage et l'alignement avec les référentiels de bonne pratique du marché volontaire, notamment l'ISO 14064-2 et les Core Carbon Principles (CCP) de l'ICVCM.

En préambule, le porteur de projet doit démontrer qu'il dispose de droits réels ou personnels valides, opposables et suffisants sur les parcelles concernées par le projet.

Le porteur de projet garantit notamment :

- Disposer des autorisations nécessaires à la conduite du projet ;
- Disposer des droits nécessaires à la valorisation carbone du projet ;
- Qu'aucun engagement incompatible avec le Standard AgroCarbone n'affecte les crédits carbone générés ;
- Et qu'aucune double certification ou double revendication des réductions ou retraits de GES n'est réalisée.

Ensuite, tous les projets doivent satisfaire à l'ensemble des critères ci-dessous.

4.1. SYNTHÈSE DES CRITÈRES

Numéro	Critères	Description
1	Mesurabilité	Les retraits de GES sont quantifiés de manière rigoureuse, prudente, reproductible et auditable.
2	Réel	Les retraits de GES ont effectivement eu lieu et sont vérifiés ex post sur la base de données de projet.
3	Additionnalité	Le projet n'aurait pas été mis en œuvre, ou pas au même niveau, sans la valeur carbone.
4	Permanence & risque de réversibilité	Le carbone est stocké durablement et les risques sont gérés (buffer pool).
5	Absence de double comptage	Aucune double émission, double utilisation ou double revendication; traçabilité registre.
6	Co-bénéfices	Co-bénéfices environnementaux et/ou sociaux mesurables et vérifiables.
7	Substitution appropriée	Comparaison fonctionnellement équivalente avec une situation de référence cohérente.
8	Permanence & usage de la biomasse	Engagement sur le maintien durable du carbone stocké dans la biomasse utilisée

4.2. CRITÈRE 1 — MESURABILITÉ

Les séquestration carbone (séquestration dans la biomasse et les sols) doivent être mesurés de manière quantitative, rigoureuse et prudente. Les méthodes doivent être scientifiques, documentées et reproductibles.

Les Principes appliqués par AgroCarbone Standard : exhaustivité, exactitude, transparence, prudence et cohérence.

Mise en œuvre :

- Application d'une méthodologie AgroCarbone approuvée (ou équivalente acceptée par le Standard) ;
- Définition d'indicateurs MRV (croissance, densité, carbone des sols, mortalité, récoltes, pertes) ;



- Hypothèses et facteurs explicités et justifiés (allométrie, facteurs de conversion, taux de carbone) ;
- Données et calculs auditables et conservés selon les exigences du Standard.

4.3. CRITÈRE 2 — RÉEL

les ARU ne sont valides que si elles représentent un retrait réel, effectivement réalisé et vérifié sur la base de données de projet.

- Les ARU sont validés après audit de vérification VVB ;
- Interdiction d'émettre sur des extrapolations non justifiées ou des estimations non vérifiables ;
- Obligation de fournir des preuves traçables (audit, analyses de sol, registres de gestion...).

Pièces justificatives minimales :

- Rapport de suivi (Monitoring Report) de la période via le Registre AgroCarbone ;
- Rapport de vérification VVB confirmant les quantités et la conformité.

4.4. CRITÈRE 3 — ADDITIONNALITÉ

Les retraits attribués au projet doivent être additionnels. Le projet démontre que l'incitation carbone est déterminante pour la décision, l'échelle, le calendrier ou la qualité des pratiques mises en œuvre.

A ce titre, les méthodes éditées par AgroCarbone Standard, validées et certifiées par des organes indépendants, sont explicites sur le critère d'additionnalité des projets rattachés.

4.4.1. SURPLUS RÉGLEMENTAIRE

Le projet démontre qu'aucune réglementation n'impose la mise en œuvre des mesures de séquestration. En présence d'une obligation, seules les actions au-delà du seuil réglementaire sont éligibles.

4.4.2. ANALYSE D'INVESTISSEMENT

Dans les méthodologies éditées par AgroCarbone Standard, il est démontré et certifié que sans revenus carbone, l'investissement est insuffisamment attractif par rapport aux alternatives raisonnables. L'analyse réalisée est prudente et transparente (CAPEX/OPEX, productivité, prix, risques).

4.4.3. ANALYSE DES BARRIÈRES

AgroCarbone Standard a identifié pour chaque typologie de culture des barrières (financières, techniques, marché, organisation) et a démontré dans les différentes méthodologies proposées et certifiées que la valeur carbone contribue à les lever.

4.5. CRITÈRE 4 — PERMANENCE ET RISQUE DE RÉVERSIBILITÉ

La séquestration est garantie pour une durée minimale d'engagement de 20 ans. Les risques de réversibilité doivent être évalués et gérés (incendies, ravageurs, sécheresse, tempêtes, mauvaise gestion, changement d'usage des terres).

4.5.1. OBLIGATIONS DE PERMANENCE

- Engagement contractuel du porteur dans le contrat de valorisation carbone avec AgroCarbone Standard à maintenir le stockage sur la période d'engagement ;
- Plan de gestion décrivant les pratiques assurant la pérennité (entretien, protection, surveillance) ;
- Déclaration des pertes significatives et traitement selon les règles d'annulation.

4.5.2. FONDS DE GARANTIE

Par défaut, un pourcentage minimal des ARU vérifiées est versé au fonds de garantie afin de couvrir les pertes.

Le niveau minimal est de 10 %, augmenté en fonction du niveau de risque jusqu'à 20% selon les méthodes éditées et certifiées.

4.5.3. ÉVALUATION DES RISQUES ET ATTÉNUATION

- Évaluation des risques lors de la validation (probabilité x gravité) selon les modèles AgroCarbone.
- Plan d'atténuation requis pour les risques élevés et/ou contribution supplémentaire au buffer pool.
- Exigences spécifiques possibles par méthodologie (ex. protection incendie, diversification, pratiques culturales).

Pièces justificatives minimales : il convient de prouver sur le Registre AgroCarbone de la bonne mise en place du buffer pool.

4.5.4. GESTION OPERATIONNELLE DU FONDS DE GARANTIE

Le fonds de garantie « buffer pool » AgroCarbone constitue une réserve mutualisée d'ARU destinée à couvrir les risques de réversibilité non intentionnelle affectant les projets certifiés.

Les ARU versées au fonds de garantie sont prélevées automatiquement lors de l'émission des crédits puis enregistrées sur un compte spécifique du Registre AgroCarbone. Ils ne peuvent être commercialisées et demeurent immobilisées pendant toute la durée d'engagement applicable au projet.



Le fonds de garantie peut être mobilisé en cas de réversibilité non intentionnelle confirmée, notamment en cas d'incendie, de catastrophe naturelle, de maladie ou infestation, d'événement climatique extrême ou de destruction involontaire de biomasse.

La mobilisation du fonds de garantie est décidée par AgroCarbone sur la base des résultats MRV disponibles, des rapports d'audit VVB et des règles méthodologiques applicables.

Toute utilisation du buffer pool est enregistrée publiquement dans le Registre AgroCarbone afin d'assurer la transparence et la traçabilité des ajustements réalisés.

Lorsque le niveau du fonds de garantie devient insuffisant au regard des risques agrégés du portefeuille de projets, AgroCarbone Standard peut :

- Augmenter les taux de contribution applicables ;
- Suspendre temporairement certaines émissions ;
- Ou mettre en œuvre toute mesure corrective nécessaire au maintien de l'intégrité environnementale du Standard.

4.6. CRITÈRE 5 — ABSENCE DE DOUBLE COMPTAGE

Une même tonne de CO₂e retirée ne peut être émise, transférée ou revendiquée qu'une seule fois.

Le Standard interdit toute double utilisation, double émission, double revendication et cumul incompatible avec d'autres dispositifs.

- Double utilisation : numéros de série uniques et registre AgroCarbone lié à la blockchain Polygon assurant la traçabilité de l'émission jusqu'au retrait ;
- Double émission : interdiction d'émettre les mêmes retraits sur d'autres standards/programmes pour la même période (engagement contractuel pris au sein du contrat de valorisation carbone d'AgroCarbone Standard) ;
- Chaîne de valeur : interdiction d'émettre plusieurs fois pour la même activité ;
- Revendiquer : interdiction de revendications incompatibles; application des règles de reporting pertinentes.

Pièces justificatives minimales :

- Engagement contractuel de valorisation carbone entre le porteur de projet et AgroCarbone Standard ;
- Traçabilité registre (certificats de retrait, numéros de série).

4.7. CRITÈRE 6 — CO-BÉNÉFICES

Les projets génèrent des co-bénéfices environnementaux et/ou sociaux mesurables et vérifiables, en plus du bénéfice climatique. Les ODD constituent un cadre de référence.

- Identification de 2 à 4 co-bénéfices substantiels (ex. biodiversité, sols, eau, emplois, résilience).
- Définition d'indicateurs, méthodes de mesure et sources de preuve.
- Suivi des co-bénéfices selon le plan MRV (ou exigences méthodologiques).

Pièces justificatives minimales :

- Preuves (données terrain, rapports, photos, analyses).

4.8. CRITÈRE 7 — SUBSTITUTION ET ÉQUIVALENCE FONCTIONNELLE

La comparaison projet/référence doit être fonctionnellement équivalente. L'unité fonctionnelle et le scénario de référence doivent refléter une situation réaliste et prudente.

- Unité fonctionnelle définie pour normaliser les impacts (production, service, hectare, etc.).
- Référence cohérente basée sur pratiques pertinentes; traitement transparent des coproduits.
- Justification des hypothèses de substitution lorsqu'elles influencent la quantification.

Pièces justificatives minimales :

- Justification de l'unité fonctionnelle et de la référence.
- Sources statistiques et données utilisées.

4.8. CRITÈRE 8 — PERMANENCE ET USAGE DE LA BIOMASSE

Lorsque les méthodologies AgroCarbone reposent sur le maintien durable du carbone stocké dans la biomasse, le porteur de projet s'engage à privilégier des usages permettant le stockage durable du carbone séquestré.

Sauf disposition méthodologique spécifique ou autorisation expresse du Standard AgroCarbone, les usages conduisant à une émission immédiate ou rapide du carbone séquestré, notamment la combustion énergétique de la biomasse, peuvent être exclus ou entraîner des ajustements dans la quantification carbone.

Le porteur de projet doit être en mesure de justifier les filières de valorisation utilisées et leur conformité avec les exigences de permanence applicables au projet

CHAPITRE 5 — OBLIGATIONS DES PORTEURS DE PROJET

Ce chapitre a pour objectif de renforcer la sécurité juridique et l'intégrité environnementale du Standard AgroCarbone en centralisant les obligations applicables aux porteurs de projet. Il permet également d'aligner explicitement les Règles du Standard avec le Contrat de Valorisation Carbone.

5.1. OBLIGATIONS GENERALES DU PORTEUR DE PROJET

Le porteur de projet s'engage à respecter l'ensemble des règles, méthodologies, protocoles culturels et exigences MRV applicables au projet certifié dans le cadre du Standard AgroCarbone.

À ce titre, le porteur de projet s'engage notamment à :

- Mettre en œuvre et maintenir les pratiques culturelles décrites dans le dossier de projet et la méthodologie applicable ;
- Respecter les protocoles techniques, agronomiques et environnementaux définis par AgroCarbone ;
- Fournir des informations sincères, complètes, exactes et actualisées ;
- Coopérer pleinement avec AgroCarbone Standard, les organismes de validation et de vérification (VVB) et toute entité mandatée dans le cadre des audits ;
- Permettre l'accès aux parcelles, documents, données et éléments nécessaires aux opérations de contrôle ;
- Informer sans délai AgroCarbone de tout événement susceptible d'affecter la séquestration carbone, la permanence, la conformité réglementaire ou l'intégrité environnementale du projet.

Le porteur de projet demeure responsable des informations transmises dans le cadre du projet.

5.2. OBLIGATIONS RELATIVES AUX DROITS FONCIERS ET AUX DROITS CARBONE

Le porteur de projet garantit disposer, pendant toute la durée du projet, de droits réels ou personnels suffisants lui permettant :

- D'exploiter les parcelles concernées ;
- De mettre en œuvre les activités de séquestration carbone ;
- Et de valoriser les attributs carbone associés au projet.

Le porteur de projet garantit également que :

- Aucun tiers ne dispose de droits incompatibles avec le projet ;
- Aucune double valorisation carbone n'est réalisée ;
- Les crédits carbone générés dans le cadre du projet ne sont pas simultanément revendiqués dans un autre standard ou programme de certification ;



- Et aucun engagement contractuel incompatible avec le Standard AgroCarbone n'existe.

Toute perte, restriction ou contestation des droits fonciers ou des droits carbone doit être notifiée immédiatement à AgroCarbone.

5.3. OBLIGATIONS MRV ET TRANSMISSION DES DONNEES

Le porteur de projet s'engage à collecter, conserver et transmettre les données nécessaires au suivi MRV du projet conformément aux exigences méthodologiques applicables.

Ces données peuvent notamment inclure :

- Données de plantation ;
- Densité et mortalité ;
- Croissance de biomasse ;
- Analyses de sols ;
- Pratiques culturales ;
- Récoltes ;
- Données climatiques ;
- Photographies géoréférencées ;
- Documents administratifs ;
- Ou toute autre donnée requise par la méthodologie.

Le porteur de projet s'engage à conserver les données et pièces justificatives pendant toute la durée du projet et au minimum cinq (5) ans après le dernier audit VVB réalisés.

AgroCarbone peut exiger des compléments d'information ou des corrections en cas de données incomplètes, incohérentes ou insuffisamment documentées.

5.4. AUDITS, CONTROLES ET INSPECTIONS

Le porteur de projet accepte la réalisation d'audits documentaires, d'audits terrain, d'inspections ponctuelles, de contrôles MRV et de vérifications réalisées par AgroCarbone, un VVB ou tout tiers mandaté.

Ces contrôles peuvent intervenir pendant toute la durée du projet.

Le porteur de projet s'engage à

- Faciliter l'accès aux parcelles ;
- Mettre à disposition les informations demandées ;
- Permettre les opérations de mesure et de vérification ;
- Et coopérer de bonne foi avec les équipes d'audit.

Le refus injustifié d'un audit ou d'une inspection constitue une non-conformité majeure.

5.5. PERMANENCE ET GESTION DES RISQUES DE REVERSIBILITE

Le porteur de projet s'engage à maintenir les stocks de carbone générés par le projet pendant toute la période de « créditing » applicable.

Le porteur de projet doit mettre en œuvre des pratiques raisonnables de gestion des risques afin de limiter les risques de réversibilité, notamment incendies, maladies, mortalité exceptionnelle, changement d'usage des terres, destruction volontaire, surexploitation ou abandon du projet.

Tout événement susceptible d'entraîner une perte significative de carbone doit être déclaré sans délai à AgroCarbone.

En cas de réversibilité avérée, AgroCarbone peut appliquer les mesures prévues par le Standard, notamment :

- Ajustement des quantités d'ARU ;
- Mobilisation du buffer pool ;
- Suspension des émissions ;
- Annulation d'unités ;
- Ou exclusion du projet.

5.6. VALORISATION DE LA MATIERE PREMIERE/BIOMASSE ET INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE

Lorsque la méthodologie applicable repose sur le maintien durable du carbone stocké dans la biomasse, le porteur de projet s'engage à privilégier des usages compatibles avec cet objectif.

Sauf disposition méthodologique spécifique, les usages conduisant à une émission rapide du carbone séquestré, notamment la combustion énergétique de biomasse, peuvent être exclus du périmètre de certification ? réduire les volumes d'ARU ou entraîner une invalidation partielle des crédits générés.

Le porteur de projet doit être en mesure de justifier les filières de valorisation utilisées.

5.7. INTEGRITE, DOUBLE COMPTAGE ET DOUBLE CERTIFICATION

Le porteur de projet s'interdit toute double comptabilisation et/ou toute double revendication climatique mais aussi toute double certification ou toute vente multiple des mêmes attributs carbone.

Le Registre AgroCarbone constitue le registre officiel de traçabilité des ARU. Toute fraude, tentative de fraude ou déclaration mensongère peut entraîner la suspension immédiate du projet, l'annulation des ARU, la résiliation du contrat, l'exclusion du Standard et toute action juridique appropriée.

5.8. MESURES CORRECTIVES ET SANCTIONS

En cas de non-conformité, AgroCarbone peut mettre en œuvre des mesures correctives proportionnées à la gravité des faits constatés.

Ces mesures peuvent inclure :

- Demande d'actions correctives ;
- Suspension temporaire des émissions ;
- Blocage des transferts d'ARU ;
- Ajustement des volumes certifiés ;
- Mobilisation du buffer pool ;
- Annulation partielle ou totale des crédits ;
- Exclusion du projet ;
- Ou publication des non-conformités majeures.

Le porteur de projet est informé des non-conformités constatées et dispose d'un droit de réponse conformément aux procédures de gouvernance du Standard AgroCarbone.

CHAPITRE 6 — QUANTIFICATION DES GAZ À EFFET DE SERRE (GES)

Ce chapitre définit les principes, méthodes et exigences de quantification des retraits de gaz à effet de serre (GES) pour les projets certifiés par le Standard AgroCarbone. Il est aligné sur l'ISO 14064-2 et les bonnes pratiques du marché volontaire.

6.1. PRINCIPE GÉNÉRAL DE CALCUL

Les ARU sont calculées comme la différence entre la séquestration nette observée dans le scénario projet et celle du scénario de référence (baseline). Seuls les retraits nets, après déduction des fuites, incertitudes et pertes, sont éligibles.

6.2. DÉFINITION DU SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

Le scénario de référence représente l'évolution la plus plausible des stocks de carbone en l'absence du projet. Il est défini de manière prudente, fondé sur les pratiques historiques, scientifiques et le cadre réglementaire applicable.

- Le baseline est spécifique au site et à la période considérée.
- Toute amélioration déjà généralisée ou réglementairement requise est exclue du baseline.
- Les hypothèses du baseline sont documentées et justifiées.

6.3. PÉRIMÈTRE DE QUANTIFICATION

Le périmètre inclut tous les réservoirs de carbone pertinents : biomasse aérienne, biomasse souterraine, litière, bois mort et carbone organique des sols. Les émissions liées aux intrants, opérations et traitements doivent être incluses lorsque significatives.

- Définition claire des parcelles et unités de gestion.
- Inclusion des émissions directes et indirectes pertinentes.
- Exclusion justifiée des sources non significatives.

6.4. DONNÉES ET MESURES

Les données doivent être collectées selon un plan MRV approuvé, incluant la fréquence, les méthodes de mesure et les contrôles qualité.

- Inventaires forestiers et biomasse (diamètre, hauteur, densité).
- Analyses de sol pour le carbone organique.
- Registres de gestion (plantation, récolte, intrants).
- Sources secondaires acceptées lorsque justifiées.

6.5. FACTEURS D'ÉMISSION ET ÉQUATIONS

Les facteurs d'émission, équations allométriques et coefficients de conversion doivent provenir de sources reconnues (GIEC, littérature scientifique, bases nationales) et/ou être validés par le Comité Technique AgroCarbone.

- Justification de chaque facteur utilisé.
- Mise à jour périodique des facteurs selon l'état de l'art.
- Application cohérente sur toute la période de crédit.

6.6. INCERTITUDE ET PRUDENCE

Les incertitudes liées aux mesures, données et modèles doivent être évaluées. Une décote conservatrice est appliquée lorsque l'incertitude dépasse les seuils définis par le Standard.

- Analyse d'incertitude documentée ;
- Application de facteurs de prudence ;
- Traçabilité des hypothèses et choix méthodologiques.

6.7. FUTURES ET AJUSTEMENTS

Les fuites identifiées selon le Chapitre 4 sont quantifiées et déduites du volume brut de retraits. Les ajustements garantissent que seules les réductions nettes sont créditées.

- Méthodes de quantification des fuites décrites dans la méthodologie ;
- Preuves des mesures d'atténuation ;
- Calculs transparents et auditable.

6.8. RAPPORTAGE ET VÉRIFICATION

Les résultats de quantification sont présentés dans un rapport de suivi (Monitoring Report) soumis à vérification par un VVB indépendant.

- Tableaux de calcul et jeux de données annexés.
- Comparaison projet vs baseline.
- Conclusion sur les ARU vérifiables.

6.9. VERSION ET MISES À JOUR

Toute mise à jour des méthodologies, facteurs ou équations est versionnée. Les projets existants appliquent la version en vigueur selon les règles de transition définies par le Standard.

CHAPITRE 7 — CONSEIL CONSULTATIF ET TECHNIQUE (CTT) DU STANDARD AGROCARBONE

Le Conseil Consultatif et Technique du Standard AgroCarbone (ci-après « CTT ») est un organe indépendant chargé de garantir l'intégrité, la crédibilité et la robustesse du Standard AgroCarbone.

Le CTT agit en tant qu'instance de supervision stratégique et normative. Il ne participe pas aux opérations quotidiennes du standard, assurées par les équipes exécutives, afin de préserver une séparation claire entre gouvernance et exécution.

Conformément aux bonnes pratiques du marché volontaire du carbone, le CTT constitue un pilier central du dispositif de gouvernance, garantissant :

- l'indépendance des décisions,
- la qualité scientifique des méthodes,
- l'alignement avec les cadres internationaux d'intégrité (ICVCM, ISO, GHG Protocol).

En résumé le rôle du CTT est de garantir que chaque crédit carbone émis par le Standard AgroCarbone repose sur une base scientifique robuste, une gouvernance indépendante et une transparence totale.

7.1. INDEPENDANCE

Le CTT est une entité indépendante d'AgroCarbone dans l'exercice de ses fonctions. Ses membres sont sélectionnés pour leur expertise et leur capacité à exercer un jugement impartial, sans influence opérationnelle ou commerciale.

Chaque membre est soumis à :

- une déclaration de conflits d'intérêts mise à jour ;
- une obligation de transparence ;
- une charte de confidentialité.

7.2. MISSIONS ET RESPONSABILITES

Le CTT est chargé de superviser l'évolution et la cohérence du Standard AgroCarbone. À ce titre, il exerce les responsabilités suivantes :

- **Gouvernance du standard**
 - S'assurer que le Standard AgroCarbone reste conforme à sa mission fondatrice et à ses principes d'intégrité ;

- Veiller à l'alignement avec les référentiels internationaux (ICVCM, ISO 14064-2, bonnes pratiques du marché volontaire).
- **Approbation des règles et méthodologies**
 - Examiner, approuver ou rejeter les évolutions des règles du standard, des méthodologies et des procédures associées ;
 - Motiver ses décisions de manière transparente et documentée.
- **Orientation stratégique**
 - Fournir des recommandations stratégiques sur l'évolution du standard ;
 - Identifier les enjeux émergents (scientifiques, réglementaires, marché carbone) ;
 - Garantir la cohérence globale du cadre méthodologique.
- **Supervision de l'intégrité du standard AgroCarbone**
 - Surveiller les mécanismes clés du standard (additionnalité, permanence, double comptage, MRV) ;
 - Veiller à la robustesse des dispositifs de gestion des risques (ex : fonds de garantie).
- **Arbitrage et supervision des mécanismes de recours**
 - Intervenir en cas de litige, plainte ou appel escaladé au niveau gouvernance ;
 - Statuer sur les cas complexes d'interprétation du standard.

7.3. COMPOSITION

Le CTT est composé d'un minimum de trois (3) membres.

Sa composition vise à refléter un équilibre entre différentes expertises et parties prenantes, notamment :

- experts scientifiques (climat, biomasse, sols) ;
- spécialistes du marché carbone ;
- experts en durabilité, finance carbone ou droit environnemental ;
- profils indépendants ou académiques.

Les membres doivent démontrer :

- une expertise reconnue dans leur domaine ;
- une connaissance des enjeux climatiques et environnementaux ;
- une capacité à exercer un jugement indépendant.

7.4. NOMINATION

Les membres du CTT sont nommés selon le processus suivant :

- Les membres sont sélectionnés par l'équipe de direction d'AgroCarbone sur la base de leur expertise ;
- Leur nomination est formalisée par une lettre officielle précisant leurs responsabilités et obligations ;
- Les membres existants peuvent être consultés dans le cadre de nouvelles nominations, afin de garantir la cohérence et l'indépendance du Conseil.

7.5. MANDAT

La durée du mandat est de trois (3) ans :

- Le mandat est renouvelable deux fois ;
- Le renouvellement est conditionné au respect des obligations d'indépendance et de participation.

Le mandat peut prendre fin de manière anticipée en cas de :

- Démission ;
- Incapacité ;
- Manquement aux règles d'éthique ou de confidentialité ;
- Conflit d'intérêt non déclaré.

7.6. PRESIDENCE

Le CTT élit un Président parmi ses membres.

Le Président organise les travaux du Conseil, convoque les réunions, assure la bonne conduite des débats et dispose d'une voix prépondérante en cas d'égalité.

La durée du mandat de Président est de trois (3) ans, renouvelable.

7.7. FONCTIONNEMENT

Le CTT se réunit au minimum une (1) fois par an.

Des réunions supplémentaires peuvent être organisées :

- A la demande du Président ;
- A la demande d'au moins un tiers des membres ;
- En cas de besoin lié à l'évolution du standard.

Les réunions peuvent se tenir en présentiel ou en visioconférence.

Le quorum est atteint lorsque la majorité des membres est présente ou représentée, les décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.



Chaque réunion fait l'objet d'un procès-verbal validé par le Président, conservé par le AgroCarbone Standard, pouvant être rendu public dans un souci de transparence.

7.8. INTERACTION AVEC LES AUTRES ORGANES

Le CTT s'inscrit dans une architecture de gouvernance structurée :

- Il supervise le standard au niveau stratégique ;
- Il peut solliciter des experts externes pour des avis spécialisés ;
- Il formule des recommandations à l'équipe exécutive, qui reste responsable de la mise en œuvre opérationnelle.

Le CTT ne participe pas aux activités opérationnelles quotidiennes, afin de garantir son indépendance.

7.9. TRANSPARENCE

Dans une logique de transparence et d'intégrité :

- La liste des membres du CTT est rendue publique ;
- Les principales décisions et évolutions du standard peuvent être publiées ;
- Les parties prenantes peuvent soumettre des commentaires ou contributions via les mécanismes de consultation.

7.10. CONFIDENTIALITE ET CONFLITS D'INTERETS

Chaque membre du CTT signe une charte de confidentialité, déclare ses intérêts lors de sa nomination et annuellement et s'engage à signaler tout conflit d'intérêt potentiel.

En cas de conflit d'intérêt, le membre concerné s'abstient de participer aux discussions et décisions concernées et des mesures de gestion appropriées sont mises en place.

7.11. NATURE DES DECISIONS

Le CTT dispose d'un pouvoir décisionnel sur :

- Les règles du standard ;
- Les méthodologies ;
- Et les évolutions structurantes.

Les décisions du CTT sont contraignantes pour le Standard AgroCarbone.

CHAPITRE 8 — AUDITS, VALIDATION ET VERIFICATION

Le dispositif d’audit du Standard AgroCarbone vise à garantir :

- L’exactitude des données de séquestration carbone ;
- La conformité des projets aux règles et méthodologies du standard ;
- L’intégrité environnementale des crédits carbone (ARU) ;
- Et la transparence et la crédibilité du processus de certification.

Le système d’audit AgroCarbone garantit que chaque ARU émise repose sur une vérification indépendante, rigoureuse et conforme aux standards internationaux de certification carbone.

Les audits sont réalisés par des organismes indépendants de validation et de vérification (VVB), conformément aux exigences de l’ISO 14064-2 et aux bonnes pratiques du marché volontaire du carbone (voir chapitre 8).

8.1. TYPE D’AUDITS

Le Standard AgroCarbone prévoit plusieurs types d’audits, adaptés au cycle de vie des projets et à leur situation initiale.

1. Audit de validation initial (N0)

Audit documentaire réalisé **au moment de la plantation ou immédiatement après**.

L’objectif ici est de vérifier l’éligibilité du projet, valider les hypothèses initiales (baseline, additionnalité, méthodologie) et contrôler la conformité des données initiales (plantation, sols, périmètre).

Cet audit repose exclusivement sur une **analyse documentaire**.

2. Audit de vérification périodique (N5, N10, N15 et N20)

Audit réalisé cinq (5) ans après la plantation puis tous les cinq (5) après le premier audit réalisé.

L’objectif ici est de vérifier la séquestration carbone effective, contrôler les données MRV (monitoring, pratiques culturales, évolution des stocks carbone) et valider l’émission des ARU.

Cet audit comprend une **revue documentaire complète**, un **audit terrain obligatoire** (visite physique du site) et des **analyses de sol et des contrôles de cohérence**.

3. Audit documentaire intermédiaire (NX)



Applicable aux plantations reprises âgées de plus d'un (1) an et de moins de cinq (5) ans et qui ont rejoint le Standard AgroCarbone pour la reconnaissance de leur séquestration carbone et donc l'émission des crédits carbone ARU correspondants.

L'objectif ici est de vérifier la cohérence des données historiques, valider la reprise du projet dans le Standard AgroCarbone et contrôler les pratiques et la traçabilité.

Cet audit est réalisé sur **base documentaire**.

4. Audit hybride (plantation > à 5ans)

Applicable aux plantations reprises âgées de **cinq (5) ans ou plus**.

L'objectif ici est de reconstituer l'historique du projet, vérifier la réalité des stocks carbone et contrôler la cohérence entre données historiques et observations terrain.

Cet audit combine une **analyse documentaire et un audit terrain**.

8.2. APPROCHE PAR STADE DE PROJET

Le dispositif d'audit prévu est structuré selon trois situations :

SITUATION DU PROJET	TYPE D'AUDIT
Plantation nouvelle	Audit N0
Plantation reprise (1 à 5 ans)	Audit NX
Plantation > à 5 ans	Audit hybride
Suivi standard	Audit N5 et suivants

Cette approche permet d'adapter le niveau de contrôle au niveau de maturité et de risque du projet.

8.3. AUDITS DOCUMENTAIRES ET AUDITS A DISTANCE

Les audits peuvent être réalisés :

- En présentiel (audit terrain) ;
- A distance (audit documentaire ou audit vidéo) ;
- Ou en format hybride.

Les audits à distance sont autorisés sous réserve :

- De fournir des preuves vidéo permettant de vérifier les éléments clés du projet ;
- Et de garantir un niveau de confiance équivalent à un audit physique

Le VVB conserve la responsabilité d'accepter ou refuser un audit à distance et exiger une visite terrain si nécessaire.

8.4. CONTENU DES AUDITS

8.4.1. Audit N0 (initial) et Audit NX

Documents minimum requis :

- Preuve de propriété ou d'usage des terres ;
- Contrat de valorisation de la séquestration avec le Standard AgroCarbone ;
- Données cadastrales et SIG ;
- Descriptif technique du projet ;
- Preuves de plantation (densité, date, espèces) ;
- Analyses de sol initiales ;
- Justificatifs financiers et techniques...

8.4.2. Audit N5 (vérification)

Documents minimum requis :

- Données de suivi MRV ;
- Historique d'exploitation ;
- Analyses de sol comparatives ;
- Factures et preuves d'entretien ;
- Trajectoires de séquestration carbone ;
- Calculateur AgroCarbone ;
- Preuves de conformité aux exigences environnementales...

8.4.3. Audit N5 hybride

Les documents requis pour l'audit hybride sont ceux indiqués pour l'audit N0 ou l'audit NX ainsi que les documents demandés pour l'audit N5.

8.4.4. Cas de non performance

Si la séquestration réelle est inférieure au seuil attendu :

- Une attestation négative est émise ;
- Un ajustement du volume d'ARU est appliqué ;
- Et la réduction est tracée dans le registre AgroCarbone (registry.agrocarbonestandard.com)

8.5. METHODOLOGIE D'AUDIT

Les audits reposent sur :

- Une analyse documentaire exhaustive ;
- Un échantillonnage des données ;

- Des contrôles de cohérence ;
- Des vérifications terrain (si applicable le cas échéant) ;
- Et des entretiens avec les parties prenantes.

Les VVB doivent appliquer une approche fondée sur le risque, des méthodes statistiques adaptées et des techniques d’audit reconnues (ISO).

8.6. RAPPORTS D’AUDITS

Chaque audit donne lieu à :

- Un rapport de validation ou de vérification ;
- Une conclusion motivée (acceptation / rejet / conditions) ;
- Et des recommandations le cas échéant.

Les rapports doivent être transparents, traçables et auditables. Ainsi, ils seront intégrés au Registre AgroCarbone et les documents seront enregistrés dans la blockchain Polygon relative au projet en question.

8.7. EVALUATION DES PERFORMANCES DES VVB

Le Standard AgroCarbone met en place un système d’évaluation des VVB basé sur :

- Le respect des délais ;
- La qualité et exactitude des audits ;
- La cohérence des décisions ;
- La communication ;
- Et l’intégrité et éthique.

Les VVB doivent soumettre un rapport annuel et participer à des processus d’amélioration continue.

CHAPITRE 9 — ORGANISMES DE VALIDATION ET DE VÉRIFICATION (VVB) & ACCRÉDITATION

Le présent chapitre définit les exigences applicables aux organismes de validation et de vérification (VVB) intervenant dans le cadre du Standard AgroCarbone.

Il vise à garantir l'indépendance des audits, la compétence technique des auditeurs et la crédibilité et la robustesse du processus de certification.

Les VVB jouent un rôle central dans la validation des projets et la vérification des crédits carbone (ARU).

En résumé, les VVB garantissent l'intégrité du Standard AgroCarbone en assurant une vérification indépendante, rigoureuse et transparente des projets et des crédits carbone émis.

9.1. EXIGENCES GENERALES

9.1.1. Accréditation

Les organismes doivent disposer d'une accréditation valide, notamment :

- ISO 14065 ou équivalent ;
- ISO 17029 (COFRAC ou équivalent) ;
- Ou accréditation reconnue internationale (ex. UNFCCC – DOE)

9.1.2. Expérience

Les VVB doivent justifier d'au moins 5 ans d'expérience en audit, dont 1 an minimum en audit environnemental ou carbone.

9.1.3. Compétences sectorielle

Les VVB doivent démontrer une expertise dans au moins un des domaines suivants :

- Séquestration carbone biomasse ;
- Agriculture et sols ;
- Projets carbone ;
- MRV et quantification GES.

9.2. PROCESSUS D'ACCREDITATION AGROCARBONE

L'agrément d'un VVB suit les étapes suivantes :

- Analyse par AgroCarbone (Secrétariat / Certification) ;
- Validation des compétences et références ;



- Signature des documents obligatoires (contrat-cadre);
- Formation au Standard AgroCarbone ;
- Accréditation officielle (via contrat-cadre).

Une fois accrédité, le VVB peut intervenir sur les projets du Standard.

9.3. EXIGENCES D'INDEPENDANCE ET D'ETHIQUE

Les VVB doivent déclarer tout conflit d'intérêt avec le Standard AgroCarbone et respecter les obligations de confidentialité.

Tout manquement peut entraîner suspension et /ou retrait de l'accréditation.

9.4. METHODOLOGIE D'AUDIT DES VVB

Les VVB doivent appliquer :

- Une approche fondée sur le risque ;
- Des techniques d'échantillonnage ;
- Des audits documentaires et/ou terrain ;
- Des méthodes conformes aux standards ISO.

Les audits peuvent inclure :

- Revue documentaire ;
- Analyse des données MRV ;
- Entretiens ;
- Inspections terrain ;
- Et audits vidéo (si applicable).

Les audits à distance sont autorisés sous conditions de capacité à vérifier les éléments clés du projet et de validation par le VVB de la pertinence de la méthode. Le VVB peut exiger à tout moment un audit terrain complémentaire.

9.5. SUIVI ET EVALUATION DES VVB

AgroCarbone met en place un système d'évaluation continue basé sur le respect des délais, la qualité des audits, la cohérence méthodologique, la communication et l'intégrité.

9.6. RESPONSABILITE DES VVB

Les VVB sont responsables de la qualité et de l'exactitude des audits réalisés, de la conformité aux exigences du Standard AgroCarbone et de la fiabilité des conclusions de validation et de vérification.

CHAPITRE 10 — REGISTRE & TRAÇABILITÉ DES CRÉDITS CARBONE (ARU)

Le présent chapitre définit les règles relatives à la gestion, la traçabilité et l'intégrité des crédits carbone (ARU) émis dans le cadre du Standard AgroCarbone.

Il vise à garantir :

- L'unicité des crédits carbone (ARU) ;
- La transparence des transactions ;
- La prévention de tout double comptage ;
- La traçabilité complète des crédits, de leur émission à leur retrait ;
- Et l'alignement avec les standards internationaux, notamment le CAD Trust

Chaque crédit carbone AgroCarbone (ARU) est unique, traçable, vérifié et retiré de manière transparente, garantissant une intégrité environnementale maximale et une confiance totale des marchés.

10.1. REGISTRE AGROCARBONE

Le Standard AgroCarbone repose sur un registre numérique dédié permettant de gérer l'ensemble du cycle de vie des crédits carbone (ou ARU).

Le registre AgroCarbone assure :

- L'enregistrement des projets certifiés ;
- L'émission des crédits carbone (ARU) après vérification ;
- Le suivi des transactions (transfert, vente, retrait) ;
- La gestion des statuts des crédits ;
- La publication des informations clés relatives aux projets.

Le registre est accessible au public pour les informations suivantes :

- Identification du projet ;
- Documentation de projet ;
- Volumes de crédits émis ;
- Statut des crédits ;
- Et historique des transactions.

Cette transparence garantit la confiance des parties prenantes et des acheteurs.

10.2. IDENTIFICATION DES CREDITS CARBONE (ARU)

Chaque crédit carbone AgroCarbone (ARU) est identifié de manière unique.

Chaque ARU dispose d'un numéro de série unique permettant de garantir la traçabilité complète et l'unicité de chaque crédit, incluant :

- Identifiant du projet ;
- Localisation ;
- Millésime ;
- Méthodologie ;
- Version du standard ;
- Identifiant unique de l'unité.

Les ARU peuvent avoir les statuts suivants :

- Provisoire : estimation avant vérification ;
- Vérifié : crédit validé par un VVB ;
- Transféré : crédit échangé entre parties ;
- Retiré : crédit utilisé pour une revendication carbone ;
- Annulé : crédit invalidé (ex. non-conformité).

10.3. TRACABILITE ET TECHNOLOGIE BLOCKCHAIN

Le Standard AgroCarbone intègre une infrastructure de traçabilité renforcée reposant notamment sur des technologies de type **blockchain**.

La blockchain permet :

- D'assurer l'immutabilité des données ;
- De garantir l'intégrité des transactions ;
- De tracer chaque crédit de manière infalsifiable ;
- Et de renforcer la confiance des investisseurs et acheteurs.

Les crédits carbone AgroCarbone (ARU) peuvent être :

- Enregistrés dans une infrastructure numérique sécurisée ;
- Associés à un identifiant blockchain ;
- Et suivis tout au long de leur cycle de vie.

Chaque transaction (émission, transfert, retrait) est horodatée et enregistrée permettant ainsi de sécuriser les opérations d'achat de crédits et éviter toute double comptabilisation des crédits vendus.

10.4. PREVENTION DU DOUBLE COMPTAGE



Le Standard AgroCarbone met en œuvre des mécanismes stricts pour éviter toute forme de double comptage.

Sont strictement interdits :

- Double émission : émission du même crédit sur plusieurs standards ;
- Double utilisation : utilisation multiple d'un même crédit ;
- Double revendication : revendication climatique simultanée par plusieurs entités.

Les mécanismes suivants sont mis en place afin d'éviter toute forme de comptabilisation :

- Numéros de série uniques pour chaque ARU ;
- Registre centralisé assurant la traçabilité ;
- Obligation de retrait (retirement) avant toute revendication ;
- Interdiction contractuelle de double enregistrement sur d'autres standards.

Les contrôles incluent :

- La vérification lors des audits VVB ;
- La surveillance continue du registre ;
- Les contrôles croisés avec d'autres systèmes (si applicable).

10.5. INTEROPERABILITE ET CAD TRUST

Le Standard AgroCarbone vise l'interopérabilité avec les infrastructures internationales de traçabilité carbone. Le registre AgroCarbone est conçu pour être compatible avec le Climate Action Data Trust (CAD Trust).

L'Objectif ici est :

- D'éviter le double comptage entre registres ;
- D'assurer la transparence internationale ;
- Et de faciliter l'intégration dans les marchés globaux.

Les informations suivantes peuvent être transmises : identifiants des crédits, statut (actif, retiré, annulé), métadonnées des projets et historique des transactions.

Le système est ainsi aligné avec les Core Carbon Principles (ICVCM), les bonnes pratiques du marché volontaire et les exigences de transparence internationale.

10.6. SECURITE ET INTEGRITE DES DONNEES

Le registre AgroCarbone garantit :

- La sécurité des données ;
- La protection contre les modifications non autorisées ;



- La conservation des historiques ;
- Et la traçabilité complète des opérations.

Des mécanismes de sauvegarde et de contrôle sont mis en place.

10.7. RESPONSABILITES

AgroCarbone est responsable de la gestion du registre, de l'émission des crédits et de la conformité du système de traçabilité.

Les utilisateurs du registre (porteurs de projet, acheteurs, VVB) doivent respecter les règles du Standard, garantir l'exactitude des informations fournies et ne pas engager de pratiques de double comptage.

10.8. COMPTABILITE ARTICLE 6 ET « CORRESPONDING ADJUSTMENTS »

Le Standard AgroCarbone est conçu pour permettre, le cas échéant, l'alignement avec les mécanismes internationaux de l'Article 6 de l'Accord de Paris, notamment en matière de prévention du double comptage entre juridictions.

Dans le cadre de l'Article 6, un « corresponding adjustment » (ajustement correspondant) est une correction effectuée par un État sur son inventaire national d'émissions afin d'éviter une double revendication entre un pays hôte (où le projet est mis en œuvre) et un acheteur (État ou acteur privé utilisant le crédit).

Le Standard AgroCarbone reconnaît ce principe et permet son intégration lorsque les conditions réglementaires sont réunies.

Les crédits AgroCarbone (ARU) peuvent être classés en deux catégories :

- 1- Crédits sans « corresponding adjustment » :
 - Utilisation volontaire classique (marché volontaire carbone) ;
 - Pas d'ajustement dans l'inventaire national ;
 - Utilisation principalement pour :
 - Neutralité carbone volontaire ;
 - Reporting ESG ;
 - Et contribution climatique.
- 2- Crédits avec « corresponding adjustment » (Article 6 aligned) :
 - Transfert international reconnu ;
 - Ajustement correspondant appliqué par le pays hôte ;
 - Utilisation possible pour :
 - Objectifs réglementaires ;
 - Contributions nationales (NDC) ;
 - Et engagements internationaux.



L'émission de crédits avec « corresponding adjustment » est conditionnée à l'accord explicite du pays hôte, l'existence d'un cadre réglementaire compatible avec l'Article 6, la traçabilité des crédits dans le registre AgroCarbone et la capacité à enregistrer et tracer l'ajustement dans les systèmes internationaux.

Les crédits concernés sont clairement identifiés dans le registre, associés à un marquage spécifique (label "Article 6" ou équivalent) et traçables via :

- Leur numéro de série ;
- Leur statut ;
- Et leur historique de transfert.

Le Standard AgroCarbone vise l'alignement avec les règles de l'Article 6.2 et 6.4 de l'Accord de Paris, les recommandations du CAD Trust et les bonnes pratiques du marché volontaire et réglementaire.

A noter qu'en l'absence de cadre clair ou d'autorisation du pays hôte, les crédits sont considérés comme non ajustés (non-Article 6).

CHAPITRE 11 — MECANISME DE PLAINTES, APPELS ET REGLEMENT DES GRIEFS

Le Standard AgroCarbone met en œuvre un mécanisme indépendant de plaintes, d'appels et de règlement des griefs visant à garantir la transparence, l'intégrité et l'équité du processus de certification.

Ce mécanisme permet à toute partie prenante concernée de signaler une non-conformité, contester une décision, soumettre un grief ou demander un réexamen d'une situation liée au Standard AgroCarbone.

Le mécanisme contribue à assurer :

- La crédibilité environnementale des ARU ;
- La protection des parties prenantes ;
- La prévention des abus, erreurs ou conflits d'intérêts ;
- et l'amélioration continue du Standard AgroCarbone.

11.1. EXIGENCES GENERALES

Le mécanisme est accessible à toute partie prenante concernée directement ou indirectement par un projet ou une décision relevant du Standard AgroCarbone, notamment :

- Développeurs et porteurs de projets ;
- Acheteurs ou détenteurs d'ARU ;
- Organismes de validation et de vérification (VVB) ;
- ONG ;
- Partenaires institutionnels ;
- Ou toute personne disposant d'éléments crédibles relatifs à une non-conformité potentielle.

11.2. OBJET DES PLAINTES ET APPELS

Une plainte ou un appel peut notamment concerner :

- L'éligibilité d'un projet ;
- La conformité d'un projet au Standard ou à une méthodologie ;
- Une décision de validation, de vérification ou d'émission d'ARU ;
- Un risque de double comptage ;
- Des impacts environnementaux ou sociaux négatifs ;
- Une suspicion de fraude ou de fausse déclaration ;
- Un conflit d'intérêts ;

- Ou toute violation présumée des règles du Standard AgroCarbone.

Les litiges purement commerciaux entre parties privées ne relèvent pas du présent mécanisme sauf lorsqu'ils affectent directement l'intégrité environnementale du Standard.

11.3. SOUMISSION D'UNE PLAINTE OU D'UN APPEL

Toute plainte ou appel doit être soumis par écrit via les canaux officiels du Standard AgroCarbone.

La demande doit inclure au minimum :

- L'identité du demandeur ;
- Les coordonnées de contact ;
- L'objet de la plainte ou de l'appel ;
- Le projet ou la décision concernée ;
- Les éléments justificatifs disponibles ;
- Et, lorsque possible, la mesure corrective demandée.

A noter que les plaintes anonymes ne seront pas examinées.

11.4. RECEVABILITE

À réception, AgroCarbone Standard réalise une analyse préliminaire de recevabilité visant à vérifier que la demande entre dans le périmètre du mécanisme, qu'elle contient des informations suffisantes et/ou qu'elle repose sur des éléments crédibles.

Une réponse de recevabilité est communiquée au demandeur dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires.

Les demandes manifestement abusives, diffamatoires ou insuffisamment étayées seront rejetées.

11.5. INSTRUCTION ET TRAITEMENT

Les plaintes recevables font l'objet d'une instruction proportionnée à leur niveau de risque et de complexité.

Le traitement peut inclure :

- Une analyse documentaire ;
- Des demandes d'informations complémentaires ;
- Des échanges avec les parties concernées ;
- Une revue par un expert indépendant ;
- Un audit complémentaire ;
- Ou une inspection terrain.



Le Standard AgroCarbone veille à garantir l'impartialité du traitement, la confidentialité des informations sensibles et l'absence de conflit d'intérêts dans l'instruction du dossier.

11.6. DECISION ET MESURES CORRECTIVES EVENTUELLES

À l'issue de l'instruction, AgroCarbone peut notamment :

- Rejeter la plainte ;
- Demander des actions correctives ;
- Suspendre temporairement un projet ;
- Geler l'émission ou le transfert d'ARU ;
- Annuler des ARU ;
- Demander un audit complémentaire externe ;
- Ou encore transmettre le dossier au Conseil Consultatif et Technique (CTT).

11.7. CONFIDENTIALITE ET TRANSPARENCE

Le Standard AgroCarbone applique un principe d'équilibre entre transparence des procédures et protection des données sensibles ou confidentielles.

Les informations suivantes peuvent être rendues publiques :

- Existence d'une plainte ;
- Statut d'instruction ;
- Décisions finales ;
- Mesures correctives majeures ;
- Suspension ou annulation d'ARU.

Les données personnelles, informations commerciales sensibles et éléments confidentiels sont protégés conformément aux politiques applicables.

11.8. CONSERVATION DES DOSSIERS

Les dossiers de plaintes, appels et décisions sont conservés pendant une durée minimale de dix (10) ans à compter de la clôture du dossier.

11.9. AMELIORATION CONTINUE

Le mécanisme de plaintes et d'appels fait l'objet d'une revue périodique afin d'améliorer son efficacité, d'intégrer les retours des parties prenantes et de maintenir l'alignement avec les bonnes pratiques internationales du marché volontaire du carbone.

CHAPTER 1 — ORGANIZATION OF THE AGROCARBONE STANDARD

This chapter describes the organization, governance and operational architecture of the AgroCarbone Standard. It specifies the roles and responsibilities of the governance bodies, operational teams, third-party validation and verification bodies (VVBs) and the AgroCarbone Registry. The organization of the Standard is designed to ensure scientific rigor, decision-making independence, transparency and integrity, in line with the expectations of the ICVCM Core Carbon Principles.

1.1. PRESENTATION OF AGROCARBONE

AgroCarbone is the entity responsible for the AgroCarbone Standard. Its mission is to generate significant and positive environmental and social impact by financing and certifying high-integrity climate projects in agriculture and biomass, while applying high standards of professionalism, ethics and transparency.

In this capacity, AgroCarbone undertakes to:

- Promote projects that deliver a net and demonstrable climate benefit, as well as environmental and social co-benefits;
- Engage with partners that share the values of integrity and transparency of the voluntary market;
- Provide robust, audited and revised rules and methodologies;
- Guarantee the independence of decisions and prevent any undue influence on certification;
- Protect stakeholders through complaint and appeal mechanisms.

1.2. AGROCARBONE STANDARD AND INFRASTRUCTURES

Building on its mission, AgroCarbone operates two complementary components: (i) the AgroCarbone Standard, which defines certification and integrity requirements, and (ii) the operational infrastructure, including the AgroCarbone Registry and certification management tools for document submission, MRV monitoring and audit management.

The AgroCarbone Standard:

- Defines rigorous certification criteria based on a scientific and conservative approach;
- Exclusively governs removal projects generating ARU (AgroCarbone Removal Units);
- Aims to align with integrity reference frameworks, in particular the ICVCM Core Carbon Principles.



AgroCarbone infrastructure:

- Full traceability of projects and ARUs, from issuance to retirement, preventing any double counting through the AgroCarbone Registry connected to the Polygon blockchain and linked to CAD Trust;
- Certification tools: facilitation of file preparation, MRV monitoring and interface with VVBs.

1.3. GOVERNANCE: ARCHITECTURE, ROLES AND RESPONSIBILITIES

The governance architecture of the AgroCarbone Standard is designed to ensure scientific rigor, independence and efficiency. It is led by a principal independent body: the Technical Advisory Council (TAC). These bodies are supported by operational teams dedicated to implementation and quality control.

1.3.1. STANDARD TECHNICAL ADVISORY COUNCIL

The TAC ensures that the AgroCarbone Standard remains faithful to its mission and integrity requirements. It defines the strategic direction of the Standard, approves or rejects changes to rules and methodologies, and recommends improvements.

The TAC is composed of independent experts. It provides technical expertise and analysis on methodological aspects (GHG quantification, selection of baseline scenarios, data and uncertainties) and on other specific topics.

Minimum responsibilities:

- Approve the Standard rules and their revisions (versioning);
- Approve methodologies, their updates and withdrawals;
- Monitor ICVCM alignment (CCP) and consistency with applicable ISO standards;
- Arbitrate appeals and grievances escalated to the governance level;
- Assess the scientific robustness of methodologies and assumptions;
- Contribute to the continuous improvement of MRV requirements;
- Provide opinions in the case of complex, innovative or atypical projects.

1.4. OPERATIONAL TEAMS

In addition to the independent bodies, specialized operational teams ensure the day-to-day implementation of the AgroCarbone Standard. Their roles are strictly framed in order to preserve the independence of audits and the impartiality of decisions.

ENTITY	FUNCTION
Technical Advisory Committee (TAC)	Provides independent technical expertise, approves rules and methodologies, and supervises the Standard.
Management team	Ensures day-to-day management and operational resources.
Secretariat	Manages documentation, compiles feedback and prepares decisions.
Certification team	Project interface, administrative review and final review before issuance.
Methodology team	Supervises scientific rigor and consistency of MRV rules.

1.5. TRANSPARENCY, STAKEHOLDERS AND PUBLIC DISCLOSURE

All stakeholders in the AgroCarbone ecosystem are contractually bound to the Standard through applicable general terms and policies. The following stakeholders are made public in order to ensure a high level of transparency:

- Members of the Technical Advisory Council (TAC);
- Accredited VVBs operating under the Standard;
- Registered projects and their public documentation;
- Issued, transferred and retired ARUs, with serial numbers.

The AgroCarbone Registry is publicly accessible and displays, for each project, at least:

- Project information (identity, location, scope and crediting period);
- Detailed calculations, validation, verification and monitoring reports;
- Transparent tracking of issuances, transfers and retirements;
- Units individually identified by unique serial numbers;
- Status of each unit (provisional, verified, retired, cancelled) and traceability of the chain of custody.

1.6. PROPRIETARY METHODOLOGIES AND CONFIDENTIALITY

The AgroCarbone Standard is based on carbon quantification, modelling and certification methodologies developed by AgroCarbone Standard.

These methodologies constitute unique technical and intellectual assets proprietary to the AgroCarbone Standard and are not made public in full.

AgroCarbone methodologies may include, in particular:

- Internal carbon calculation models;
- Unique technical and agronomic parameters;
- Growth and sequestration factors;
- Allometric equations;
- Financial and additionality models;
- MRV tools;
- And risk and permanence assessment protocols.

The AgroCarbone Standard considers that the protection of certain proprietary methodological components is compatible with the integrity requirements of the voluntary carbon market, provided that:

- The methodologies are audited by accredited independent validation and verification bodies (VVBs);
- The applicable requirements of ISO 14064-2 and relevant voluntary market frameworks are met;
- Key assumptions and certification results are subject to external verification;
- Projects remain subject to periodic audits;
- And the information necessary for traceability, transparency of ARU issuance and environmental assessment of projects is made public.

The use of proprietary methodologies and partial confidentiality aims in particular to:

- Protect the intellectual property and research and development investments made by AgroCarbone Standard;
- Prevent unauthorized reproduction, use or dissemination of methodological tools, models and parameters;
- Guarantee the stability, consistency and methodological integrity of the Standard;
- Preserve the security of sensitive technical and commercial data.

To guarantee the environmental and scientific integrity of the Standard:

- The methodologies are supervised by the Technical Advisory Council (TAC);
- Certified projects remain subject to the validation, verification and monitoring requirements defined by the AgroCarbone Standard;
- And independent validation and verification bodies (VVBs) have full access to the elements necessary for auditing and assessing certified projects.



Detailed access to methodologies is reserved for:

- Authorized AgroCarbone Standard teams;
- Validation and verification bodies (VVBs);
- Project proponents contractually engaged in the certification process;
- Buyers engaged in a purchase intention or contractual relationship related to ARUs;
- Third parties demonstrating a legitimate interest in an audit, assessment, carbon credit acquisition or institutional analysis process, subject to prior acceptance of a non-disclosure agreement (NDA) and AgroCarbone's express approval.

In the latter case, the AgroCarbone Standard may require the prior signing of non-disclosure agreements (NDAs) or any other contractual undertaking necessary to protect its intellectual property and sensitive data.

In a spirit of transparency and integrity, certification statements issued by VVBs, essential project information, ARU statuses and registry traceability information are made public on the Standard's website (www.agrocarbonestandard.com), through the AgroCarbone Registry or through the official channels of the AgroCarbone Standard.

The confidential nature of the methodologies does not limit the ability of independent validation and verification bodies to audit:

- Scientific robustness;
- Methodological consistency;
- Additionality;
- Permanence;
- Quantification of removals;
- And environmental compliance of certified projects.

1.7. CONFLICTS OF INTEREST, SAFEGUARDS AND GRIEVANCE MECHANISMS

AgroCarbone implements a conflict-of-interest management policy defining how the organization identifies, prevents, manages and discloses potential or actual conflicts of interest. This policy applies to all stakeholders involved in governance, certification, methodological development or auditing.

CHAPTER 2 — AGROCARBONE CARBON CREDITS

This chapter defines the carbon units of the AgroCarbone Standard, their nature, statuses, traceability, and the permanence and pre-financing mechanisms. It is designed to ensure environmental integrity and alignment with the ICVCM Core Carbon Principles.

2.1. GENERAL PRINCIPLES

Credits under the AgroCarbone Standard are exclusively biological carbon sequestration units called **ARU (AgroCarbone Removal Unit)**.

An ARU represents one metric tonne of CO₂ equivalent whose future sequestration is estimated conservatively on the basis of certified methodologies.

ARUs are sequestration carbon units issued under the AgroCarbone Standard on the basis of an ex ante estimate of the future carbon sequestration of a validated project.

ARUs are issued after project validation by an independent validation and verification body (VVB), in accordance with the rules of the AgroCarbone Standard.

An ex post verification is carried out in accordance with the applicable MRV schedule in order to confirm the quantities actually sequestered and the project's continued compliance.

ARUs are not provisional carbon units and are considered certified carbon credits upon issuance. They are therefore immediately transferable and usable on the voluntary market.

No emissions avoidance mechanism is permitted. The Standard exclusively covers carbon sequestration activities.

2.2. SEQUESTRATION MECHANISMS

ARUs may originate from above-ground biomass, soil carbon or combined systems. Each compartment is quantified separately and integrated into the project's aggregated calculation.

2.3. ARU POOLS

ARUs are grouped into homogeneous pools defined by project, methodology, biological compartment and vintage. Each registry transaction may relate to only one pool.

2.4. IDENTITY AND TRACEABILITY

Each ARU is identified in the AgroCarbone Registry by a unique serial number including the project, location, vintage year, methodology and Standard version.

2.5. ARU STATUSES

ARUs may have the following statuses in the AgroCarbone Registry:

- “Issued” ARU: units issued after initial project validation and verification by an external VVB;
- “Held” ARU: units held by the project proponent after issuance or by the buyer of the climate project;
- “Retired” ARU: units used for a climate claim;
- “Cancelled” ARU: units voluntarily cancelled or invalidated.

The statuses presented above are aligned with CAD Trust statuses, thereby enabling a direct interconnection between the AgroCarbone Registry and CAD Trust.

The AgroCarbone Registry ensures full traceability of status changes for each carbon unit.

2.6. EX POST VERIFICATION

An ex post verification is carried out at defined intervals, in particular five years after the start of the project, by an independent VVB.

This verification aims to:

- Confirm the reality of carbon sequestration;
- Compare observed results with ex ante estimates;
- And identify any discrepancies.

In the event of a significant discrepancy between ex ante estimates and the results observed during ex post verification, AgroCarbone may proceed with:

- Adjustment of the volume of credits allocated to the project;
- Mobilization of the buffer pool;
- Partial cancellation of the ARUs concerned;
- Or temporary suspension of future issuances.

These measures are applied in accordance with the contractual provisions applicable between AgroCarbone and the Project Proponent.

2.7. PERMANENCE AND BUFFER POOL

Carbon sequestration generated by AgroCarbone projects is assessed over a crediting period defined by the applicable methodology, generally 20 or 30 years.

Given the biological and dynamic nature of agricultural systems, carbon permanence is not ensured by the strict maintenance of stock on a given plot for 100 years, but by a set of mechanisms designed to guarantee long-term environmental equivalence.



These mechanisms include, in particular, sustainable management of crop and replanting cycles, continuous monitoring of carbon stocks and risk pooling at Standard level.

In order to cover reversal risks (fires, diseases, land-use changes), each project contributes to a pooled reserve fund (**buffer pool**).

2.8. LABELS AND INTERNATIONAL FRAMEWORKS

ARUs may receive labels such as ICVCM or Article 6 of the Paris Agreement framework, providing additional information to buyers without changing the intrinsic status of the units.

CHAPTER 3 — CERTIFICATION PROCEDURE

This chapter describes in detail the project certification procedure under the AgroCarbone Standard, from the initial application to the issuance of ARUs. The procedure is designed to ensure MRV rigor, audit independence and alignment with ISO 14064-2 and the ICVCM Core Carbon Principles.

3.1. OVERVIEW OF THE CERTIFICATION CYCLE

Certification of an AgroCarbone project follows a structured cycle comprising the following steps: project application, registration, pre-validation, validation by a third-party body (VVB), implementation, monitoring (MRV), verification, issuance of ARUs and renewal of the crediting period.

3.2. PROJECT RECOGNITION APPLICATION

The project developer submits an explicit written application for project recognition, including the basic project information, its scope, the proposed methodology and preliminary evidence of eligibility. The AgroCarbone certification team reviews the application within a maximum period of 15 business days and may request clarifications.

3.3. PROJECT REGISTRATION

After the application is accepted, the developer or project proponent signs the AgroCarbone Carbon Valorization Agreement and completes the applicable administrative, technical and documentary requirements.

The project is then officially registered in the AgroCarbone Registry.

Project registration does not constitute issuance of carbon credits. Any issuance of ARUs remains conditional upon validation of the project by an independent VVB and compliance with the MRV requirements of the AgroCarbone Standard.

3.4. FILE PRE-VALIDATION

The developer submits the detailed data requested in the project carbon valorization agreement.

The AgroCarbone Standard administrative team verifies the completeness and consistency of the documents before the validation audit.

3.5. VALIDATION BY A VVB

An independent and accredited validation and verification body (VVB) conducts the validation audit to confirm the compliance of the plantation project with the AgroCarbone Standard and the selected methodology.

The conclusions are recorded in a certification statement issued by the validation and verification body (VVB).

3.6. IMPLEMENTATION AND MONITORING (MRV)

Once validated, the project is implemented. The developer regularly collects and submits monitoring data in accordance with the MRV plan through the AgroCarbone Registry.

Key performance indicators are used to measure effective carbon sequestration and are recorded in the AgroCarbone Registry.

3.7. VERIFICATION

At the end of each monitoring period, the VVB conducts a verification audit to confirm the actual amount of CO₂ sequestered. The verification report validates the compliance of the data, calculations and controls and is recorded in the AgroCarbone Registry.

3.8. ISSUANCE OF ARUs

Based on the approved verification report, the certification team authorizes the issuance of the corresponding ARUs in the AgroCarbone Registry. The units are then made available to holders with “issued” status.

3.9. CONTINUOUS COMPLIANCE AND UPDATES

Projects must remain compliant with the applicable rules and methodologies. Any major modification must be declared and audited by a VVB.

CHAPTER 4 — GENERAL ELIGIBILITY CRITERIA

This chapter defines the general eligibility criteria applicable to all projects certified under the AgroCarbone Standard. These criteria are intended to ensure environmental and social integrity, scientific robustness, prevention of double counting and alignment with voluntary market good-practice frameworks, in particular ISO 14064-2 and the ICVCM Core Carbon Principles (CCP).

As a preliminary requirement, the project proponent must demonstrate that it holds valid, enforceable and sufficient real or personal rights over the land parcels concerned by the project.

The project proponent guarantees in particular that it:

- Has the necessary authorizations to carry out the project;
- Has the rights required to monetize the project's carbon value;
- Ensures that no commitment incompatible with the AgroCarbone Standard affects the carbon credits generated;
- And that no double certification or double claim of GHG reductions or removals is made.

All projects must then meet all of the criteria set out below.

4.1. SUMMARY OF CRITERIA

Number	Criteria	Description
1	Measurability	GHG removals are quantified in a rigorous, conservative, reproducible and auditable manner.
2	Real	GHG removals have actually occurred and are verified ex post based on project data.
3	Additionality	The project would not have been implemented, or not at the same level, without the carbon value.
4	Permanence & reversal risk	Carbon is stored durably and risks are managed through the buffer pool.
5	No double counting	No double issuance, double use or double claim; registry traceability applies.
6	Co-benefits	Measurable and verifiable environmental and/or social co-benefits.
7	Appropriate substitution	Functionally equivalent comparison with a consistent reference scenario.
8	Permanence & biomass use	Commitment to the long-term maintenance of carbon stored in the biomass used.

4.2. CRITERION 1 — MEASURABILITY

Carbon sequestration, including sequestration in biomass and soils, must be measured quantitatively, rigorously and conservatively. Methods must be scientific, documented and reproducible.

The principles applied by the AgroCarbone Standard are completeness, accuracy, transparency, conservativeness and consistency.

Implementation:

- Application of an approved AgroCarbone methodology, or an equivalent methodology accepted by the Standard;

- Definition of MRV indicators, including growth, density, soil carbon, mortality, harvests and losses;
- Assumptions and factors explicitly stated and justified, including allometry, conversion factors and carbon rates;
- Auditable data and calculations retained in accordance with the requirements of the Standard.

4.3. CRITERION 2 — REAL

ARUs are valid only if they represent a real removal that has actually occurred and has been verified based on project data.

- ARUs are validated after a VVB verification audit;
- Issuance based on unjustified extrapolations or unverifiable estimates is prohibited;
- Traceable evidence must be provided, such as audits, soil analyses and management records.

Minimum supporting documents:

- Monitoring Report for the period submitted through the AgroCarbone Registry;
- VVB verification report confirming the quantities and compliance.

4.4. CRITERION 3 — ADDITIONALITY

The removals attributed to the project must be additional. The project must demonstrate that the carbon incentive is decisive for the decision, scale, timing or quality of the practices implemented.

In this respect, the methodologies issued by the AgroCarbone Standard, validated and certified by independent bodies, explicitly address the additionality criterion for the projects to which they apply.

4.4.1. REGULATORY SURPLUS

The project demonstrates that no regulation requires the implementation of the sequestration measures. Where an obligation exists, only actions exceeding the regulatory threshold are eligible.

4.4.2. INVESTMENT ANALYSIS

In the methodologies issued by the AgroCarbone Standard, it is demonstrated and certified that, without carbon revenues, the investment is insufficiently attractive compared with reasonable alternatives. The analysis carried out is conservative and transparent, covering CAPEX/OPEX, productivity, prices and risks.

4.4.3. BARRIER ANALYSIS

For each crop type, the AgroCarbone Standard has identified barriers, including financial, technical, market and organizational barriers, and has demonstrated in the various proposed and certified methodologies that the carbon value helps overcome them.

4.5. CRITERION 4 — PERMANENCE AND REVERSAL RISK

Sequestration is guaranteed for a minimum commitment period of 20 years. Reversal risks must be assessed and managed, including fires, pests, drought, storms, mismanagement and land-use change.

4.5.1. PERMANENCE OBLIGATIONS

- Contractual commitment by the proponent, in the carbon valorization agreement with the AgroCarbone Standard, to maintain storage throughout the commitment period;
- Management plan describing practices that ensure durability, including maintenance, protection and monitoring;
- Declaration of significant losses and treatment in accordance with cancellation rules.

4.5.2. GUARANTEE FUND

By default, a minimum percentage of verified ARUs is contributed to the guarantee fund in order to cover losses.

The minimum level is 10%, increased according to the level of risk up to 20% in accordance with the issued and certified methodologies.

4.5.3. RISK ASSESSMENT AND MITIGATION

- Risk assessment during validation, based on probability multiplied by severity, according to AgroCarbone models;
- Mitigation plan required for high risks and/or additional contribution to the buffer pool;
- Specific requirements may apply by methodology, for example fire protection, diversification or cultivation practices.

Minimum supporting documents: evidence must be provided through the AgroCarbone Registry that the buffer pool has been properly established.

4.5.4. OPERATIONAL MANAGEMENT OF THE GUARANTEE FUND

The AgroCarbone guarantee fund, or buffer pool, is a pooled reserve of ARUs intended to cover the risks of unintentional reversals affecting certified projects.



ARUs contributed to the guarantee fund are automatically deducted when credits are issued and then recorded in a dedicated account in the AgroCarbone Registry. They may not be commercialized and remain immobilized throughout the applicable project commitment period.

The guarantee fund may be mobilized in the event of a confirmed unintentional reversal, including fire, natural disaster, disease or infestation, extreme weather event, or unintentional destruction of biomass.

Mobilization of the guarantee fund is decided by AgroCarbone on the basis of available MRV results, VVB audit reports and the applicable methodological rules.

Any use of the buffer pool is publicly recorded in the AgroCarbone Registry in order to ensure transparency and traceability of the adjustments made.

Where the level of the guarantee fund becomes insufficient in relation to the aggregate risks of the project portfolio, AgroCarbone Standard may:

- Increase the applicable contribution rates;
- Temporarily suspend certain issuances;
- Or implement any corrective measure necessary to maintain the environmental integrity of the Standard.

4.6. CRITERION 5 — NO DOUBLE COUNTING

The same tonne of CO₂e removed may only be issued, transferred or claimed once.

The Standard prohibits any double use, double issuance, double claim and incompatible accumulation with other schemes.

- Double use: unique serial numbers and the AgroCarbone Registry linked to the Polygon blockchain ensure traceability from issuance to retirement;
- Double issuance: prohibition on issuing the same removals under other standards or programmes for the same period, through a contractual undertaking in the AgroCarbone Standard carbon valorization agreement;
- Value chain: prohibition on issuing multiple times for the same activity;
- Claiming: prohibition of incompatible claims and application of relevant reporting rules.

Minimum supporting documents:

- Carbon valorization contractual commitment between the project proponent and AgroCarbone Standard;
- Registry traceability, including retirement certificates and serial numbers.

4.7. CRITERION 6 — CO-BENEFITS

Projects generate measurable and verifiable environmental and/or social co-benefits in addition to the climate benefit. The SDGs provide a reference framework.

- Identification of two to four substantial co-benefits, such as biodiversity, soils, water, jobs or resilience;
- Definition of indicators, measurement methods and sources of evidence;
- Monitoring of co-benefits according to the MRV plan or methodological requirements.

Minimum supporting documents:

- Evidence, including field data, reports, photographs and analyses.

4.8. CRITERION 7 — SUBSTITUTION AND FUNCTIONAL EQUIVALENCE

The project/reference comparison must be functionally equivalent. The functional unit and baseline scenario must reflect a realistic and conservative situation.

- Functional unit defined to normalize impacts, such as production, service or hectare;
- Consistent baseline based on relevant practices, with transparent treatment of co-products;
- Justification of substitution assumptions where they influence quantification.

Minimum supporting documents:

- Justification of the functional unit and baseline;
- Statistical sources and data used.

4.9. CRITERION 8 — PERMANENCE AND BIOMASS USE

Where AgroCarbone methodologies are based on the long-term maintenance of carbon stored in biomass, the project proponent undertakes to prioritize uses that allow durable storage of the sequestered carbon.

Unless a specific methodological provision or express authorization from the AgroCarbone Standard applies, uses leading to immediate or rapid emission of the sequestered carbon, including the energy combustion of biomass, may be excluded or may result in adjustments to carbon quantification.

The project proponent must be able to justify the valorization pathways used and their compliance with the permanence requirements applicable to the project.

CHAPTER 5 — OBLIGATIONS OF PROJECT PROPONENTS

The purpose of this chapter is to strengthen the legal certainty and environmental integrity of the AgroCarbone Standard by centralizing the obligations applicable to project proponents. It also explicitly aligns the Standard Rules with the Carbon Valorization Agreement.

5.1. GENERAL OBLIGATIONS OF THE PROJECT PROPONENT

The project proponent undertakes to comply with all rules, methodologies, cultivation protocols and MRV requirements applicable to the certified project under the AgroCarbone Standard.

In this respect, the project proponent undertakes in particular to:

- Implement and maintain the cultivation practices described in the project file and the applicable methodology;
- Comply with the technical, agronomic and environmental protocols defined by AgroCarbone;
- Provide sincere, complete, accurate and up-to-date information;
- Cooperate fully with AgroCarbone Standard, validation and verification bodies (VVBs) and any entity mandated in connection with audits;
- Allow access to the plots, documents, data and evidence necessary for control operations;
- Inform AgroCarbone without delay of any event likely to affect carbon sequestration, permanence, regulatory compliance or the environmental integrity of the project.

The project proponent remains responsible for the information submitted in connection with the project.

5.2. OBLIGATIONS RELATING TO LAND RIGHTS AND CARBON RIGHTS

The project proponent guarantees that, throughout the duration of the project, it holds sufficient real or personal rights enabling it to:

- Operate the land parcels concerned;
- Implement the carbon sequestration activities;
- And monetize the carbon attributes associated with the project.

The project proponent also guarantees that:

- No third party holds rights that are incompatible with the project;
- No double carbon valorization is carried out;
- The carbon credits generated under the project are not simultaneously claimed under another standard or certification programme;



- And no contractual commitment incompatible with the AgroCarbone Standard exists.

Any loss, restriction or dispute affecting land rights or carbon rights must be notified immediately to AgroCarbone.

5.3. MRV OBLIGATIONS AND DATA TRANSMISSION

The project proponent undertakes to collect, retain and transmit the data necessary for MRV monitoring of the project in accordance with the applicable methodological requirements.

These data may include, in particular:

- Plantation data;
- Density and mortality;
- Biomass growth;
- Soil analyses;
- Cultivation practices;
- Harvests;
- Climate data;
- Georeferenced photographs;
- Administrative documents;
- Or any other data required by the methodology.

The project proponent undertakes to retain the data and supporting documents throughout the duration of the project and for at least five (5) years after the last VVB audit carried out.

AgroCarbone may require additional information or corrections where data are incomplete, inconsistent or insufficiently documented.

5.4. AUDITS, CONTROLS AND INSPECTIONS

The project proponent accepts the performance of document audits, field audits, spot inspections, MRV controls and verifications carried out by AgroCarbone, a VVB or any mandated third party.

These controls may take place throughout the duration of the project.

The project proponent undertakes to:

- Facilitate access to the plots;
- Make the requested information available;
- Allow measurement and verification operations;
- And cooperate in good faith with the audit teams.

Unjustified refusal of an audit or inspection constitutes a major non-conformity.

5.5. PERMANENCE AND REVERSAL RISK MANAGEMENT

The project proponent undertakes to maintain the carbon stocks generated by the project throughout the applicable crediting period.

The project proponent must implement reasonable risk management practices in order to limit reversal risks, including fires, diseases, exceptional mortality, land-use change, voluntary destruction, overexploitation or abandonment of the project.

Any event likely to result in a significant carbon loss must be reported to AgroCarbone without delay.

In the event of a confirmed reversal, AgroCarbone may apply the measures provided for by the Standard, including:

- Adjustment of ARU quantities;
- Mobilization of the buffer pool;
- Suspension of issuances;
- Cancellation of units;
- Or exclusion of the project.

5.6. RAW MATERIAL/BIOMASS VALORIZATION AND ENVIRONMENTAL INTEGRITY

Where the applicable methodology is based on the long-term maintenance of carbon stored in biomass, the project proponent undertakes to prioritize uses compatible with this objective.

Unless a specific methodological provision applies, uses leading to rapid emission of the sequestered carbon, in particular energy combustion of biomass, may be excluded from the certification scope, reduce ARU volumes or lead to partial invalidation of the credits generated.

The project proponent must be able to justify the valorization pathways used.

5.7. INTEGRITY, DOUBLE COUNTING AND DOUBLE CERTIFICATION

The project proponent shall refrain from any double counting and/or any double climate claim, as well as any double certification or multiple sale of the same carbon attributes.

The AgroCarbone Registry is the official registry for ARU traceability. Any fraud, attempted fraud or false declaration may result in immediate suspension of the project, cancellation of ARUs, termination of the contract, exclusion from the Standard and any appropriate legal action.

5.8. CORRECTIVE MEASURES AND SANCTIONS

In the event of non-compliance, AgroCarbone may implement corrective measures proportionate to the seriousness of the facts observed.

These measures may include:

- Request for corrective actions;
- Temporary suspension of issuances;
- Blocking of ARU transfers;
- Adjustment of certified volumes;
- Mobilization of the buffer pool;
- Partial or total cancellation of credits;
- Exclusion of the project;
- Or publication of major non-conformities.

The project proponent is informed of the non-conformities identified and has a right of response in accordance with the governance procedures of the AgroCarbone Standard.

CHAPTER 6 — GREENHOUSE GAS (GHG) QUANTIFICATION

This chapter defines the principles, methods and requirements for quantifying greenhouse gas (GHG) removals for projects certified under the AgroCarbone Standard. It is aligned with ISO 14064-2 and voluntary market good practices.

6.1. GENERAL CALCULATION PRINCIPLE

ARUs are calculated as the difference between net sequestration observed in the project scenario and that of the baseline scenario. Only net removals, after deduction of leakage, uncertainties and losses, are eligible.

6.2. DEFINITION OF THE BASELINE SCENARIO

The baseline scenario represents the most plausible evolution of carbon stocks in the absence of the project. It is defined conservatively, based on historical and scientific practices and the applicable regulatory framework.

- The baseline is specific to the site and the period considered.
- Any improvement already generalized or required by regulation is excluded from the baseline.
- The baseline assumptions are documented and justified.

6.3. QUANTIFICATION BOUNDARY

The boundary includes all relevant carbon pools: above-ground biomass, below-ground biomass, litter, dead wood and soil organic carbon. Emissions related to inputs, operations and treatments must be included where significant.

- Clear definition of plots and management units.
- Inclusion of relevant direct and indirect emissions.
- Justified exclusion of non-significant sources.

6.4. DATA AND MEASUREMENTS

Data must be collected according to an approved MRV plan, including frequency, measurement methods and quality controls.

- Forest and biomass inventories (diameter, height, density).
- Soil analyses for organic carbon.
- Management records (planting, harvesting, inputs).
- Secondary sources accepted where justified.

6.5. EMISSION FACTORS AND EQUATIONS

Emission factors, allometric equations and conversion coefficients must come from recognized sources (IPCC, scientific literature, national databases) and/or be validated by the AgroCarbone Technical Committee.

- Justification of each factor used.
- Periodic updating of factors in line with the state of the art.
- Consistent application throughout the crediting period.

6.6. UNCERTAINTY AND CONSERVATIVENESS

Uncertainties related to measurements, data and models must be assessed. A conservative discount is applied where uncertainty exceeds the thresholds defined by the Standard.

- Documented uncertainty analysis;
- Application of conservative factors;
- Traceability of assumptions and methodological choices.

6.7. LEAKAGE AND ADJUSTMENTS

Leakage identified in accordance with Chapter 4 is quantified and deducted from the gross volume of removals. Adjustments ensure that only net reductions are credited.

- Leakage quantification methods described in the methodology;
- Evidence of mitigation measures;
- Transparent and auditable calculations.

6.8. REPORTING AND VERIFICATION

Quantification results are presented in a Monitoring Report submitted for verification by an independent VVB.

- Calculation tables and datasets attached.
- Project vs. baseline comparison.
- Conclusion on verifiable ARUs.

6.9. VERSIONING AND UPDATES

Any update to methodologies, factors or equations is versioned. Existing projects apply the version in force according to the transition rules defined by the Standard.

CHAPTER 7 — AGROCARBONE STANDARD TECHNICAL ADVISORY COUNCIL (TAC)

The AgroCarbone Standard Technical Advisory Council (hereinafter the “TAC”) is an independent body responsible for ensuring the integrity, credibility and robustness of the AgroCarbone Standard.

The TAC acts as a strategic and normative oversight body. It does not participate in the day-to-day operations of the Standard, which are carried out by the executive teams, in order to preserve a clear separation between governance and implementation.

In accordance with voluntary carbon market good practices, the TAC is a central pillar of the governance framework, ensuring:

- independence of decisions,
- the scientific quality of methods,
- alignment with international integrity frameworks (ICVCM, ISO, GHG Protocol).

In summary, the role of the TAC is to ensure that every carbon credit issued by the AgroCarbone Standard is based on a robust scientific foundation, independent governance and full transparency.

7.1. INDEPENDENCE

The TAC is independent from AgroCarbone in the exercise of its functions. Its members are selected for their expertise and their ability to exercise impartial judgment, without operational or commercial influence.

Each member is subject to:

- an updated conflict-of-interest declaration;
- a transparency obligation;
- a confidentiality charter.

7.2. MISSIONS AND RESPONSIBILITIES

The TAC is responsible for supervising the evolution and consistency of the AgroCarbone Standard. In this capacity, it exercises the following responsibilities:

- **Governance of the Standard**
 - Ensure that the AgroCarbone Standard remains aligned with its founding mission and integrity principles;



- Ensure alignment with international frameworks (ICVCM, ISO 14064-2, voluntary market good practices).
- **Approval of rules and methodologies**
 - Review, approve or reject changes to the Standard rules, methodologies and associated procedures;
 - Provide transparent and documented reasons for its decisions.
- **Strategic guidance**
 - Provide strategic recommendations on the evolution of the Standard;
 - Identify emerging issues (scientific, regulatory, carbon market);
 - Ensure the overall consistency of the methodological framework.
- **Oversight of the integrity of the AgroCarbone Standard**
 - Monitor the key mechanisms of the Standard (additionality, permanence, double counting, MRV);
 - Ensure the robustness of risk management mechanisms, such as the guarantee fund.
- **Arbitration and oversight of appeal mechanisms**
 - Intervene in the event of a dispute, complaint or appeal escalated to the governance level;
 - Rule on complex cases involving interpretation of the Standard.

7.3. COMPOSITION

The TAC is composed of a minimum of three (3) members.

Its composition aims to reflect a balance between different areas of expertise and stakeholders, including:

- scientific experts (climate, biomass, soils);
- carbon market specialists;
- experts in sustainability, carbon finance or environmental law;
- independent or academic profiles.

Members must demonstrate:

- recognized expertise in their field;
- knowledge of climate and environmental issues;
- the ability to exercise independent judgment.

7.4. APPOINTMENT

TAC members are appointed according to the following process:

- Members are selected by the AgroCarbone management team based on their expertise;
- Their appointment is formalized by an official letter specifying their responsibilities and obligations;
- Existing members may be consulted as part of new appointments, in order to ensure the consistency and independence of the Council.

7.5. TERM OF OFFICE

The term of office is three (3) years:

- The term may be renewed twice;
- Renewal is conditional upon compliance with independence and participation obligations.

The term of office may end early in the event of:

- resignation;
- incapacity;
- breach of ethics or confidentiality rules;
- undeclared conflict of interest.

7.6. CHAIRPERSONSHIP

The TAC elects a Chair from among its members.

The Chair organizes the work of the Council, convenes meetings, ensures the proper conduct of discussions and has a casting vote in the event of a tie.

The Chair's term of office is three (3) years and may be renewed.

7.7. OPERATION

The TAC meets at least once (1) per year.

Additional meetings may be organized:

- at the request of the Chair;
- at the request of at least one third of the members;
- where required by developments in the Standard.

Meetings may be held in person or by videoconference.

The quorum is reached when a majority of members are present or represented, and decisions are taken by simple majority. In the event of a tie, the Chair has a casting vote.



Each meeting is recorded in minutes approved by the Chair, retained by the AgroCarbone Standard and potentially made public for transparency purposes.

7.8. INTERACTION WITH OTHER BODIES

The TAC forms part of a structured governance architecture:

- It supervises the Standard at strategic level;
- It may consult external experts for specialized opinions;
- It makes recommendations to the executive team, which remains responsible for operational implementation.

The TAC does not participate in day-to-day operational activities, in order to guarantee its independence.

7.9. TRANSPARENCY

In a spirit of transparency and integrity:

- The list of TAC members is made public;
- The main decisions and developments of the Standard may be published;
- Stakeholders may submit comments or contributions through consultation mechanisms.

7.10. CONFIDENTIALITY AND CONFLICTS OF INTEREST

Each TAC member signs a confidentiality charter, declares their interests upon appointment and annually, and undertakes to report any potential conflict of interest.

In the event of a conflict of interest, the member concerned shall refrain from participating in the relevant discussions and decisions, and appropriate management measures shall be implemented.

7.11. NATURE OF DECISIONS

The TAC has decision-making authority over:

- the rules of the Standard;
- the methodologies;
- and structural developments.

TAC decisions are binding on the AgroCarbone Standard.

CHAPTER 8 — AUDITS, VALIDATION AND VERIFICATION

The audit framework of the AgroCarbone Standard aims to ensure:

- The accuracy of carbon sequestration data;
- The compliance of projects with the rules and methodologies of the Standard;
- The environmental integrity of carbon credits (ARUs);
- And the transparency and credibility of the certification process.

The AgroCarbone audit system ensures that each ARU issued is based on independent, rigorous verification compliant with international carbon certification standards.

Audits are carried out by independent validation and verification bodies (VVBs), in accordance with ISO 14064-2 requirements and voluntary carbon market good practices.

8.1. TYPES OF AUDITS

The AgroCarbone Standard provides for several types of audits, adapted to the project life cycle and initial situation.

1. Initial validation audit (N0)

Documentary audit carried out **at the time of planting or immediately thereafter**.

The objective is to verify project eligibility, validate the initial assumptions (baseline, additionality, methodology) and check the compliance of initial data (planting, soils, boundary).

This audit is based exclusively on a **documentary review**.

2. Periodic verification audit (N5, N10, N15 and N20)

Audit carried out five (5) years after planting and then every five (5) years after the first audit performed.

The objective is to verify effective carbon sequestration, check MRV data (monitoring, cultivation practices, evolution of carbon stocks) and validate the issuance of ARUs.

This audit includes a **complete documentary review**, a **mandatory field audit** (physical site visit), and **soil analyses and consistency checks**.

3. Intermediate documentary audit (NX)

Applicable to adopted plantations more than one (1) year old and less than five (5) years old that have joined the AgroCarbone Standard for recognition of their carbon sequestration and therefore the issuance of the corresponding ARU carbon credits.



The objective is to verify the consistency of historical data, validate the integration of the project into the AgroCarbone Standard and check practices and traceability.

This audit is carried out on a **documentary basis**.

4. Hybrid audit (plantation older than 5 years)

Applicable to adopted plantations aged **five (5) years or more**.

The objective is to reconstruct the project history, verify the reality of carbon stocks and check consistency between historical data and field observations.

This audit combines a **documentary review and a field audit**.

8.2. PROJECT-STAGE APPROACH

The audit framework is structured around three situations:

PROJECT SITUATION	TYPE OF AUDIT
New plantation	N0 audit
Adopted plantation (1 to 5 years)	NX audit
Plantation older than 5 years	Hybrid audit
Standard monitoring	N5 audit and subsequent audits

This approach makes it possible to adapt the level of control to the maturity and risk level of the project.

8.3. DOCUMENTARY AND REMOTE AUDITS

Audits may be carried out:

- In person (field audit);
- Remotely (documentary audit or video audit);
- Or in hybrid format.

Remote audits are authorized subject to:

- Providing video evidence enabling verification of the key elements of the project;
- And guaranteeing a level of confidence equivalent to a physical audit.

The VVB remains responsible for accepting or refusing a remote audit and for requiring a field visit where necessary.

8.4. AUDIT CONTENT

8.4.1. N0 audit (initial) and NX audit

Minimum required documents:

- Proof of land ownership or use rights;
- Carbon sequestration valorization agreement with the AgroCarbone Standard;
- Cadastral and GIS data;
- Technical description of the project;
- Planting evidence (density, date, species);
- Initial soil analyses;
- Financial and technical supporting documents, etc.

8.4.2. N5 audit (verification)

Minimum required documents:

- MRV monitoring data;
- Operational history;
- Comparative soil analyses;
- Invoices and maintenance evidence;
- Carbon sequestration trajectories;
- AgroCarbone calculator;
- Evidence of compliance with environmental requirements, etc.

8.4.3. Hybrid N5 audit

The documents required for the hybrid audit are those indicated for the N0 audit or NX audit, together with the documents requested for the N5 audit.

8.4.4. Non-performance cases

If actual sequestration is below the expected threshold:

- A negative statement is issued;
- An adjustment to the ARU volume is applied;
- And the reduction is recorded in the AgroCarbone Registry (registry.agrocarbonestandard.com).

8.5. AUDIT METHODOLOGY

Audits are based on:

- A comprehensive documentary analysis;
- Data sampling;
- Consistency checks;
- Field verifications, where applicable;
- And interviews with stakeholders.



VVBs must apply a risk-based approach, appropriate statistical methods and recognized audit techniques (ISO).

8.6. AUDIT REPORTS

Each audit results in:

- A validation or verification report;
- A reasoned conclusion (acceptance / rejection / conditions);
- And recommendations where applicable.

Reports must be transparent, traceable and auditable. Accordingly, they will be integrated into the AgroCarbone Registry and the documents will be recorded on the Polygon blockchain relating to the project concerned.

8.7. VVB PERFORMANCE ASSESSMENT

The AgroCarbone Standard establishes a VVB assessment system based on:

- Compliance with deadlines;
- Audit quality and accuracy;
- Consistency of decisions;
- Communication;
- And integrity and ethics.

VVBs must submit an annual report and participate in continuous improvement processes.

CHAPTER 9 — VALIDATION AND VERIFICATION BODIES (VVBs) & ACCREDITATION

This chapter defines the requirements applicable to validation and verification bodies (VVBs) operating under the AgroCarbone Standard.

It aims to ensure the independence of audits, the technical competence of auditors, and the credibility and robustness of the certification process.

VVBs play a central role in project validation and verification of carbon credits (ARUs).

In summary, VVBs guarantee the integrity of the AgroCarbone Standard by ensuring independent, rigorous and transparent verification of projects and issued carbon credits.

9.1. GENERAL REQUIREMENTS

9.1.1. Accreditation

Bodies must hold valid accreditation, including in particular:

- ISO 14065 or equivalent;
- ISO 17029 (COFRAC or equivalent);
- Or internationally recognized accreditation (e.g. UNFCCC – DOE).

9.1.2. Experience

VVBs must demonstrate at least five (5) years of audit experience, including at least one (1) year in environmental or carbon auditing.

9.1.3. Sector-specific competence

VVBs must demonstrate expertise in at least one of the following areas:

- Biomass carbon sequestration;
- Agriculture and soils;
- Carbon projects;
- MRV and GHG quantification.

9.2. AGROCARBONE ACCREDITATION PROCESS

Approval of a VVB follows the steps below:

- Review by AgroCarbone (Secretariat / Certification);
- Validation of competencies and references;



- Signature of mandatory documents (framework agreement);
- Training on the AgroCarbone Standard;
- Official accreditation (through the framework agreement).

Once accredited, the VVB may work on projects under the Standard.

9.3. INDEPENDENCE AND ETHICS REQUIREMENTS

VVBs must disclose any conflict of interest with the AgroCarbone Standard and comply with confidentiality obligations.

Any breach may result in suspension and/or withdrawal of accreditation.

9.4. VVB AUDIT METHODOLOGY

VVBs must apply:

- A risk-based approach;
- Sampling techniques;
- Documentary and/or field audits;
- Methods compliant with ISO standards.

Audits may include:

- Documentary review;
- MRV data analysis;
- Interviews;
- Field inspections;
- And video audits, where applicable.

Remote audits are authorized subject to the ability to verify the key elements of the project and validation by the VVB of the relevance of the method. The VVB may require an additional field audit at any time.

9.5. MONITORING AND ASSESSMENT OF VVBs

AgroCarbone implements a continuous assessment system based on compliance with deadlines, audit quality, methodological consistency, communication and integrity.

9.6. RESPONSIBILITY OF VVBs

VVBs are responsible for the quality and accuracy of the audits performed, compliance with the requirements of the AgroCarbone Standard, and the reliability of validation and verification conclusions.

CHAPTER 10 — REGISTRY & TRACEABILITY OF CARBON CREDITS (ARUs)

This chapter defines the rules relating to the management, traceability and integrity of carbon credits (ARUs) issued under the AgroCarbone Standard.

It aims to guarantee:

- The uniqueness of carbon credits (ARUs);
- The transparency of transactions;
- The prevention of any double counting;
- Full traceability of credits, from issuance to retirement;
- And alignment with international standards, in particular CAD Trust.

Each AgroCarbone carbon credit (ARU) is unique, traceable, verified and retired transparently, ensuring maximum environmental integrity and full market confidence.

10.1. AGROCARBONE REGISTRY

The AgroCarbone Standard is based on a dedicated digital registry enabling management of the full life cycle of carbon credits (or ARUs).

The AgroCarbone Registry ensures:

- Registration of certified projects;
- Issuance of carbon credits (ARUs) after verification;
- Tracking of transactions (transfer, sale, retirement);
- Management of credit statuses;
- Publication of key information relating to projects.

The registry is publicly accessible for the following information:

- Project identification;
- Project documentation;
- Volumes of credits issued;
- Credit status;
- And transaction history.

This transparency ensures the trust of stakeholders and buyers.

10.2. IDENTIFICATION OF CARBON CREDITS (ARUs)

Each AgroCarbone carbon credit (ARU) is uniquely identified.



Each ARU has a unique serial number that guarantees full traceability and uniqueness of each credit, including:

- Project identifier;
- Location;
- Vintage;
- Methodology;
- Standard version;
- Unique unit identifier.

ARUs may have the following statuses:

- Provisional: estimate before verification;
- Verified: credit validated by a VVB;
- Transferred: credit exchanged between parties;
- Retired: credit used for a carbon claim;
- Cancelled: invalidated credit (e.g. non-compliance).

10.3. TRACEABILITY AND BLOCKCHAIN TECHNOLOGY

The AgroCarbone Standard integrates an enhanced traceability infrastructure based in particular on blockchain-type technologies.

Blockchain makes it possible to:

- Ensure data immutability;
- Guarantee transaction integrity;
- Trace each credit in a tamper-proof manner;
- And strengthen investor and buyer confidence.

AgroCarbone carbon credits (ARUs) may be:

- Recorded in a secure digital infrastructure;
- Associated with a blockchain identifier;
- And tracked throughout their life cycle.

Each transaction (issuance, transfer, retirement) is time-stamped and recorded, thereby securing credit purchase operations and preventing any double accounting of credits sold.

10.4. PREVENTION OF DOUBLE COUNTING

The AgroCarbone Standard implements strict mechanisms to prevent any form of double counting.



The following are strictly prohibited:

- Double issuance: issuance of the same credit under several standards;
- Double use: multiple use of the same credit;
- Double claim: simultaneous climate claim by several entities.

The following mechanisms are implemented to prevent any form of double accounting:

- Unique serial numbers for each ARU;
- Centralized registry ensuring traceability;
- Retirement obligation before any claim;
- Contractual prohibition on double registration under other standards.

Controls include:

- Verification during VVB audits;
- Continuous monitoring of the registry;
- Cross-checks with other systems, where applicable.

10.5. INTEROPERABILITY AND CAD TRUST

The AgroCarbone Standard aims for interoperability with international carbon traceability infrastructures. The AgroCarbone Registry is designed to be compatible with the Climate Action Data Trust (CAD Trust).

The objective is to:

- Avoid double counting between registries;
- Ensure international transparency;
- And facilitate integration into global markets.

The following information may be transmitted: credit identifiers, status (active, retired, cancelled), project metadata and transaction history.

The system is therefore aligned with the Core Carbon Principles (ICVCM), voluntary market good practices and international transparency requirements.

10.6. DATA SECURITY AND INTEGRITY

The AgroCarbone Registry guarantees:

- Data security;
- Protection against unauthorized modifications;
- Retention of histories;
- And full traceability of operations.

Backup and control mechanisms are implemented.

10.7. RESPONSIBILITIES

AgroCarbone is responsible for managing the registry, issuing credits and ensuring the compliance of the traceability system.

Registry users (project proponents, buyers, VVBs) must comply with the rules of the Standard, guarantee the accuracy of the information provided and refrain from engaging in double-counting practices.

10.8. ARTICLE 6 ACCOUNTING AND “CORRESPONDING ADJUSTMENTS”

The AgroCarbone Standard is designed to enable, where applicable, alignment with the international mechanisms of Article 6 of the Paris Agreement, particularly regarding prevention of double counting between jurisdictions.

Under Article 6, a “corresponding adjustment” is a correction made by a State to its national emissions inventory in order to avoid a double claim between a host country, where the project is implemented, and a buyer, whether a State or private actor using the credit.

The AgroCarbone Standard recognizes this principle and allows its integration where regulatory conditions are met.

AgroCarbone credits (ARUs) may be classified into two categories:

1. Credits without a “corresponding adjustment”:
 - Standard voluntary use (voluntary carbon market);
 - No adjustment in the national inventory;
 - Use mainly for:
 - Voluntary carbon neutrality;
 - ESG reporting;
 - And climate contribution.
2. Credits with a “corresponding adjustment” (Article 6 aligned):
 - Recognized international transfer;
 - Corresponding adjustment applied by the host country;
 - Possible use for:
 - Regulatory objectives;
 - Nationally Determined Contributions (NDCs);
 - And international commitments.

Issuance of credits with a “corresponding adjustment” is conditional upon the explicit agreement of the host country, the existence of a regulatory framework compatible with Article 6, traceability



of the credits in the AgroCarbone Registry and the ability to record and trace the adjustment in international systems.

The credits concerned are clearly identified in the registry, associated with specific marking (an “Article 6” label or equivalent) and traceable through:

- Their serial number;
- Their status;
- And their transfer history.

The AgroCarbone Standard aims to align with the rules of Articles 6.2 and 6.4 of the Paris Agreement, CAD Trust recommendations and good practices in voluntary and regulated markets.

It should be noted that, in the absence of a clear framework or authorization from the host country, credits are considered non-adjusted (non-Article 6).

CHAPTER 11 — COMPLAINTS, APPEALS AND GRIEVANCE MECHANISM

The AgroCarbone Standard implements an independent complaints, appeals and grievance mechanism designed to ensure the transparency, integrity and fairness of the certification process.

This mechanism enables any concerned stakeholder to report non-compliance, challenge a decision, submit a grievance or request a review of a situation related to the AgroCarbone Standard.

The mechanism helps ensure:

- The environmental credibility of ARUs;
- The protection of stakeholders;
- The prevention of abuse, errors or conflicts of interest;
- And the continuous improvement of the AgroCarbone Standard.

11.1. GENERAL REQUIREMENTS

The mechanism is accessible to any stakeholder directly or indirectly concerned by a project or decision falling within the AgroCarbone Standard, including:

- Developers and project proponents;
- Buyers or holders of ARUs;
- Validation and verification bodies (VVBs);
- NGOs;
- Institutional partners;
- Or any person with credible evidence relating to potential non-compliance.

11.2. SCOPE OF COMPLAINTS AND APPEALS

A complaint or appeal may relate in particular to:

- Project eligibility;
- Project compliance with the Standard or a methodology;
- A validation, verification or ARU issuance decision;
- A risk of double counting;
- Negative environmental or social impacts;
- Suspected fraud or misrepresentation;
- A conflict of interest;
- Or any alleged breach of the AgroCarbone Standard rules.



Purely commercial disputes between private parties do not fall within this mechanism unless they directly affect the environmental integrity of the Standard.

11.3. SUBMISSION OF A COMPLAINT OR APPEAL

Any complaint or appeal must be submitted in writing through the official channels of the AgroCarbone Standard.

The request must include at least:

- The identity of the applicant;
- Contact details;
- The subject of the complaint or appeal;
- The project or decision concerned;
- Available supporting evidence;
- And, where possible, the corrective measure requested.

Anonymous complaints will not be examined.

11.4. ADMISSIBILITY

Upon receipt, the AgroCarbone Standard conducts a preliminary admissibility assessment to verify that the request falls within the scope of the mechanism, contains sufficient information and/or is based on credible evidence.

An admissibility response is communicated to the applicant within a maximum period of thirty (30) calendar days.

Requests that are manifestly abusive, defamatory or insufficiently substantiated will be rejected.

11.5. REVIEW AND HANDLING

Admissible complaints are reviewed in a manner proportionate to their level of risk and complexity.

The handling process may include:

- A documentary analysis;
- Requests for additional information;
- Exchanges with the parties concerned;
- Review by an independent expert;
- An additional audit;
- Or a field inspection.



The AgroCarbone Standard ensures impartial handling, confidentiality of sensitive information and the absence of conflicts of interest in the review of the case.

11.6. DECISION AND POSSIBLE CORRECTIVE MEASURES

At the end of the review, AgroCarbone may in particular:

- Reject the complaint;
- Request corrective actions;
- Temporarily suspend a project;
- Freeze the issuance or transfer of ARUs;
- Cancel ARUs;
- Request an additional external audit;
- Or refer the case to the Technical Advisory Council (TAC).

11.7. CONFIDENTIALITY AND TRANSPARENCY

The AgroCarbone Standard applies a principle of balance between procedural transparency and the protection of sensitive or confidential data.

The following information may be made public:

- Existence of a complaint;
- Review status;
- Final decisions;
- Major corrective measures;
- Suspension or cancellation of ARUs.

Personal data, sensitive commercial information and confidential elements are protected in accordance with applicable policies.

11.8. RECORD RETENTION

Complaint, appeal and decision files are retained for a minimum period of ten (10) years from closure of the case.

11.9. CONTINUOUS IMPROVEMENT

The complaints and appeals mechanism is periodically reviewed in order to improve its effectiveness, integrate stakeholder feedback and maintain alignment with international good practices in the voluntary carbon market.